

**Recherche, transfert
et acquisition
de connaissances pour
le développement rural**



LIAISON ENTRE ACTIONS
DE DÉVELOPPEMENT
DE L'ÉCONOMIE RURALE

LINKS BETWEEN ACTIONS
FOR THE DEVELOPMENT
OF THE RURAL ECONOMY



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'AGRICULTURE

EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
AGRICULTURE



**Recherche, transfert
et acquisition
de connaissances pour
le développement rural**

"INNOVATION EN MILIEU RURAL"

CAHIER DE L'INNOVATION N° 10

OBSERVATOIRE EUROPÉEN LEADER

FÉVRIER 2001

*Ce dossier a été rédigé par **Gilda Farrell** (Directrice adjointe de l'Observatoire européen LEADER de septembre 1995 à mars 2000) et **Samuel Thirion** (INDE, Lisbonne, Portugal) suite aux séminaires LEADER "Transférer l'innovation", réalisé à Pieve di Cadore (zone LEADER Alto Bellunese, Vénétie, Italie), et "Recherche et développement rural" réalisé à Franeker (zone LEADER Noord West Friesland, Frise, Pays-Bas) du 7 au 10 mars 1999.*

***Jean-Luc Janot** (Observatoire européen LEADER) a participé à la finalisation du document. Responsable de la production: **Christine Charlier**.*

© 2001 Observatoire européen LEADER / AEIDL

Sommaire

Introduction	5
Chapitre 1	7
Répondre aux besoins de connaissances dans un objectif de développement rural	9
1.1 L'évolution des besoins de connaissances et des formes d'apprentissage pour le développement rural	9
1.2 Les rapports avec les sources de connaissances extérieures	14
1.3 Synthèse	17
Chapitre 2	19
Les processus d'apprentissage dans les territoires ruraux	21
2.1 Formes et articulation des cycles d'apprentissage dans un territoire rural	22
2.2 Le rôle des liens sociaux dans les processus d'apprentissage	23
2.3 Conclusion: créer ou renouveler les liens pour l'apprentissage	25
Chapitre 3	27
Les besoins du développement et l'offre de recherche	29
3.1 Les principales caractéristiques de l'offre de connaissances produites par la recherche académique	29
3.2 Les inadéquations entre offre et demande	30
3.3 Une tendance à la réduction des écarts	32
3.4 Faire le lien entre l'offre et la demande	32
3.5 Eléments pour une stratégie globale de liaison avec la recherche	38
Chapitre 4	41
Rôle possible, rôle réel et valeur ajoutée de LEADER dans les processus d'apprentissage	43
4.1 LEADER et la recherche	43
4.2 Approche proposée pour l'analyse du rôle de LEADER dans les autres phases des cycles d'apprentissage	44
4.3 L'identification des besoins d'acquisition de connaissances	47
4.4 L'identification/repérage des sources	49
4.5 La liaison/négociation avec les sources de connaissances	51
4.6 La production/acquisition de connaissances	52
4.7 L'application des connaissances acquises	52
4.8 Synthèse	54
Chapitre 5	57
Postface	59
5.1 Un cadre conceptuel favorable à la recherche au service du développement rural	59
5.2 Passer du "renouveau" local à un cadre politique approprié pour le développement futur des territoires ruraux	60
5.3 Répondre aux besoins spécifiques des territoires ruraux en termes de recherche pour assurer leur compétitivité future	61

Introduction

Depuis longtemps confrontées aux crises liées à la modernisation de l'agriculture (chute du nombre d'actifs agricoles, marginalisation d'un grand nombre de territoires ruraux) et, plus récemment, aux effets de nouvelles technologies, des nouvelles demandes des consommateurs et de la mondialisation, les zones rurales ont besoin de trouver de nouvelles voies de développement et de se repositionner sur les marchés.

Face à cette nécessité, le programme LEADER a, depuis sa création en 1990, joué un rôle de "laboratoire", en contribuant à rendre visibles les potentialités des ressources spécifiques des territoires, une démarche réaffirmée avec le lancement de LEADER+ (2000-2006).

A cet égard, l'intervention LEADER se doit de tenir compte des processus de recherche-expérimentation et d'apprentissage-transfert. Ceux-ci apparaissent aussi bien lors du lancement de nouvelles activités que dans les interventions de développement, basées sur des approches territoriales, participatives, intégrées, organisées sur un consensus partenarial et la mise en réseau.

Aujourd'hui, après dix ans de mise en pratique du programme LEADER, quel bilan peut-on faire de ce processus? Quelles leçons en tirer? Comment l'existence de LEADER a-t-elle permis d'influencer les méthodes de recherche et de transfert? Quels sont les acquis importants à mettre en valeur? Quels sont les défis à relever à l'avenir pour que LEADER+ puisse pleinement jouer le rôle "pilote" qu'on lui a attribué en appuyant les démarches d'appropriation de nouvelles connaissances?

Prenons la recherche. Avant LEADER, il existait une certaine tradition de recherche sur la différenciation des espaces en milieu rural. Il s'agissait de mettre en évidence les disparités en termes, par exemple, de ressources pour développer l'agriculture ou d'étudier les caractéristiques géo-climatiques de l'agriculture (agriculture de plaine, agriculture de montagne, etc.). La recherche agricole dominait et très peu d'attention était portée aux autres dimensions du développement rural. La recherche suivait en fait l'approche d'une politique à caractère purement sectoriel.

Avec LEADER, la "ruralité" comme espace de coexistence d'une multiplicité d'activités et d'éléments distinctifs prend forme^[1]. Pour les zones rurales, l'agriculture peut ou non jouer un rôle clé. Ces nouveaux concept et approche créent de nouveaux besoins de recherche et de transfert de connaissances. Il devient nécessaire de mettre en évidence les liens entre les différents domaines d'activité et les interdépendances entre facteurs démographiques, économiques, sociaux et culturels. Ce qui incite à la révision des stratégies et des politiques d'intervention à la lumière des caractéristiques spécifiques de chaque territoire.

Les analyses sur la marginalité territoriale, phénomène qui prend de l'ampleur, se multiplient. Leurs résultats révèlent avec davantage d'évidence l'insuffisance des approches sectorielles pour appréhender cette évolution et proposer des stratégies de sortie^[2] adéquates.

La mise en œuvre des programmes LEADER depuis 1991 renforce la demande pour des recherches destinées à soutenir le développement de stratégies et de projets intégrés, tout en ouvrant de nouvelles perspectives au cadre théorique sous-tendant les interventions dans les territoires ruraux.

Ce dossier prétend fournir quelques pistes de réflexion et éléments de réponse à ces besoins.

On cherchera en premier lieu à voir comment le problème de l'acquisition de connaissances se pose aujourd'hui à la lumière des approches intégrées et du besoin de compétitivité des territoires ruraux. C'est l'objet du premier chapitre qui montre qu'aujourd'hui, dans le cadre conceptuel du développement "local", "endo-

[1] Précédemment, ce sont surtout les recherches sur les zones de montagne des pays alpins qui ont été à la base de la politique pour la montagne et élargi l'approche spatiale à d'autres domaines que l'agriculture. Voir à cet égard, par exemple, les travaux d'Elena Saraceno: "Il problema della montagna", Franco Angeli, Milan 1993; "Vecchi e nuovi problemi della montagna" in Fuà G. (ed), "Orientamenti per la politica del territorio", Il Mulino, Bologne, 1991; "La différenciation des zones de montagne en Italie comme réponse aux économies locales", in Bazin G., Roux B., "Les zones défavorisées méditerranéennes dans la CEE", 2 volumes, INRA, CEMAGREF, JAMM, Paris 1981.

[2] Voir par exemple les documents présentés à la conférence organisée par l'OCDE: "Remote Rural Areas: Developing Through Natural and Cultural Assets", Albarracin, Espagne, 5-6 novembre 1998.

gène”, et dans un contexte de “globalisation” et de décentralisation, ce sont l’expérimentation “in situ”, en grandeur réelle, et le travail en réseau qui tendent à prévaloir dans les processus de transfert des connaissances et de production de nouvelles compétences.

On examinera ensuite les **processus** d’apprentissage au sein des territoires ruraux. L’analyse de “**cycles d’apprentissage**” permettra d’identifier les différentes modalités par lesquelles une “**société locale apprenante**” s’affirme. Ces questions seront abordées dans le deuxième chapitre.

On cherchera ensuite à analyser les écarts entre besoins de développement des territoires ruraux et offre de recherche émanant du monde académique, en montrant, à partir d’exemples concrets, comment LEADER est intervenu pour réduire ces écarts et ouvrir de nouvelles formes de rapprochement entre universitaires, chercheurs et acteurs locaux. C’est l’objet du troisième chapitre.

Le quatrième chapitre est consacré au rôle de LEADER dans les processus d’apprentissage ainsi qu’aux défis qui attendent LEADER+ au cours de la période 2000-2006.

Enfin, la postface pose des questions à trois niveaux: sur le cadre conceptuel qui sous-tend l’offre de recherche pour le développement rural, sur le besoin de passer du “renouveau” local à un cadre politique approprié pour le développement futur des territoires ruraux, et sur les voies possibles pour faire face aux besoins spécifiques en termes de recherche et assurer la compétitivité future des territoires ruraux.

Chapitre 1

Répondre aux besoins de connaissances dans un objectif de développement rural

Répondre aux besoins de connaissances dans un objectif de développement rural

En matière de développement rural, les processus d'apprentissage et d'acquisition de connaissances sont omniprésents. Ils prennent des formes diversifiées, allant de la valorisation des connaissances locales à l'expérimentation et à la recherche, en passant par le transfert. Ces différentes formes, aujourd'hui interdépendantes, sont difficiles à séparer et à distinguer des processus de développement proprement dits.

Dans le passé, c'était avant tout l'apprentissage par la formation et la vulgarisation – deux formes de transmission "descendante" des connaissances – qui était privilégié car il s'inscrivait dans une certaine standardisation de l'évolution des territoires ruraux autour de la modernisation de l'agriculture, dans un cadre conceptuel dominé par le développement sectoriel et une gestion institutionnelle fortement centralisée^[3].

Aujourd'hui, dans le cadre conceptuel du développement "local", "endogène", et dans un contexte de "globalisation" et de décentralisation, ce sont les formes d'apprentissage basées sur l'expérimentation "in situ", en situation réelle, une combinaison novatrice des ressources et le travail en réseau qui prédominent dans les processus de transfert des connaissances et de production de nouvelles compétences. Dans ce contexte, la recherche au service du développement est amenée à assumer un rôle différent: sa mission n'est plus tant de produire des résultats généralisables au soutien d'initiatives centralisées que de rendre visibles les spécificités locales pour inspirer des stratégies territoriales différenciées.

1.1 L'évolution des besoins de connaissances et des formes d'apprentissage pour le développement rural

a) Trois sources possibles de connaissances pour le développement

Tout processus de développement implique des phases de conception et de mise en œuvre de projets de taille et de durée différentes, depuis les "petits" projets individualisés réalisés au sein d'une famille, d'une exploitation agricole ou d'une entreprise, jusqu'aux plans d'action d'ensemble conçus à l'échelle d'un territoire tout entier.

Mais quelle que soit leur taille, ces projets font appel à des connaissances de divers types qui:

- > soit sont déjà acquises et maîtrisées par le ou les acteur(s) concerné(s) et transmises de génération en génération,
- > soit n'existent pas sur place et sont transférées d'ailleurs,
- > soit n'existent pas et sont produites "sur mesure", dans le cadre du projet lui-même à partir des ressources endogènes.

En réalité, ces trois catégories (**connaissances déjà maîtrisées, connaissances transférées et connaissances produites sur mesure**) ne sont jamais aussi tranchées. Quel que soit le degré de reproduction d'un projet, il existe toujours une part d'inconnu mais qu'on peut toujours appréhender, au moins partiellement, à partir d'expériences déjà réalisées ailleurs. Les connaissances nécessaires à la conception et la mise en œuvre d'un projet sont toujours en partie déjà connues, en partie transférées d'ailleurs et en partie produites dans le cadre du projet lui-même: un agriculteur qui envisage de se convertir à la production biologique, par exemple, s'appuiera à la fois sur les connaissances qu'il maîtrise déjà (les caractéristiques spécifiques de son

[3] Voir à ce propos: "Social and Economic Research on Rural Development in Western Europe, Final report on the REAPER concerted action", The Arkleton Centre for Rural Development Research, University of Aberdeen, February 1997.

exploitation en termes de sols, de ressources en eau, etc.), des connaissances transférées (les techniques de l'agriculture biologique) et sur des connaissances propres à la conception et à la mise en œuvre de son projet, car il devra adapter les techniques importées aux particularités de son exploitation et trouver des solutions spécifiques afin de garantir la qualité biologique de ses produits.

b) Prédominance des connaissances déjà maîtrisées: les systèmes d'organisation sociale traditionnels

A l'échelle d'un territoire rural, les connaissances déjà acquises forment ce que l'on peut appeler le **"capital de connaissances"** du territoire. Il est constitué par toutes les connaissances maîtrisées par les acteurs locaux, transmises et progressivement améliorées de génération en génération: connaissance du milieu, maîtrise des techniques traditionnelles, contacts utiles en matière de services, accès aux marchés, etc.

Pendant très longtemps et pratiquement jusqu'au début du 20^e siècle, le capital de connaissances des territoires ruraux se suffisait à lui-même et évoluait peu ou très lentement. Ainsi, à l'exception de quelques moments troublés de l'histoire (guerres, famines, etc.), l'application des pratiques et techniques traditionnelles transmises de génération en génération suffisait généralement à assurer la survie des familles et des sociétés locales. Par ailleurs, il n'existait pratiquement pas ou peu d'autres sources de connaissances qui puissent influencer significativement sur l'évolution du capital de connaissances local (à l'exception de quelques savoir-faire acquis et rapportés par les populations au cours de leurs migrations saisonnières, par exemple, introduisant ainsi parfois certaines innovations). On peut donc affirmer qu'il existait un bon **niveau d'adéquation du capital de connaissances aux besoins** de connaissances du territoire et que la forme d'apprentissage dominante était l'**apprentissage de génération en génération ("learning by intergenerational exchanges"**^[4]).

Les rares territoires ruraux qui ont évolué dès le début du 20^e siècle sont ceux qui ne pouvaient déjà plus vivre de l'agriculture. Ainsi, dans le Cadore (province de Belluno, Vénétie, Italie), zone de montagne ne disposant pas de terrains plats, l'élevage ne suffisait plus à la survie d'une population en forte croissance. Inspirés par leurs migrations saisonnières en France et forts de savoir-faire acquis là-bas, certains acteurs locaux eurent l'idée de se lancer

dans la production artisanale de lunettes, créant une entreprise de production de montures. Dès lors, ce territoire n'a cessé d'enrichir son capital de connaissances dans ce secteur au point de contrôler aujourd'hui près de 60% du marché mondial de la lunetterie.

c) Prédominance des connaissances "standardisées" transférées: le cas de la modernisation agricole

A partir du début du 20^e siècle et surtout après la Seconde Guerre mondiale, la situation change: sous l'influence du développement des marchés agricoles notamment, la concurrence se fait plus dure et les prix agricoles chutent régulièrement. Les techniques traditionnelles s'avèrent de plus en plus inadéquates. Parallèlement, apparaissent des procédés modernes (machinisme agricole, intrants chimiques, semences améliorées, etc.) qui se répandent rapidement dans le monde agricole à travers diverses formes de vulgarisation et de diffusion de l'information, de fourniture de matériel, de facilités de crédit, etc. Ces techniques et modes de production nouveaux, qui permettent aux cultivateurs et aux éleveurs d'atteindre une productivité sensiblement plus élevée, engendrent de nouveaux besoins dans les territoires ruraux, lesquels, pour la plupart, dépendent encore très largement du secteur agricole.

Une nouvelle phase débute alors, où la réponse aux besoins de connaissances pour le développement territorial n'est plus conditionnée par la transmission du capital de connaissances locales de génération à génération mais par l'introduction de connaissances extérieures, sous forme de transferts massifs. La plupart du temps, il ne s'agit pas d'un transfert de connaissances basé sur d'autres expériences pratiques, mais essentiellement de la transmission de résultats de recherches effectuées sous l'impulsion d'une politique agricole centralisée et délibérément "moderniste". Les nouvelles techniques, mises au point dans des centres spécialisés (laboratoires, stations agronomiques, etc.) et appliquées uniformément dans tous les territoires ruraux, sont littéralement "injectées" dans le monde rural selon une approche fortement "descendante".

[4] On a choisi d'utiliser dans toutes les versions linguistiques de ce dossier certaines expressions anglaises consacrées qui évoquent efficacement différentes formes d'apprentissage. Le lecteur pourra les associer à d'autres expressions très fréquemment utilisées dans le vocabulaire de la formation telles que "learning by training", "training by doing", etc.

Les formes d'apprentissage dominantes deviennent ainsi **l'apprentissage par la formation et la diffusion standardisée ("learning by standardised training")**. La transmission s'effectue aussi le plus souvent à travers les modes d'emploi des machines et des intrants utilisés dans la chaîne de production^[5].

Cette forme d'apprentissage, très courante en agriculture, marquera les politiques de développement pendant des décennies et encore très largement aujourd'hui. Ainsi, le transfert de connaissances "préemballées" ("paquets techniques", "projets clés en main", etc.) et non induites par la demande d'un territoire ou d'un groupe social particulier se retrouve dans de nombreux instruments et politiques d'appui au développement, notamment lorsqu'ils visent des territoires ou des groupes sociaux moins "avancés". Ce "paquet", cette formule globale que l'on cherche à promouvoir, n'est plus simplement le produit d'une recherche, mais aussi le plus souvent un "modèle de développement" présenté comme une solution toute faite.

d) La montée en puissance des connaissances produites sur mesure, à partir des ressources endogènes

L'apprentissage par la formation et la diffusion standardisée, qui a dominé les territoires ruraux surtout dans les années 50, 60 et 70, a commencé à trouver ses limites au cours des années 80. D'abord au sein du secteur agricole lui-même: dans un premier temps, l'application à grande échelle des "paquets technologiques" standardisés a permis d'obtenir une augmentation drastique des rendements et de la productivité du travail. Mais, à partir d'un certain niveau de productivité, les producteurs et les services techniques agricoles se sont trouvés confrontés aux limites de ce système et à la nécessité de trouver pour aller plus loin des solutions "sur mesure", à appliquer au cas par cas. L'apparition de surplus et de problèmes environnementaux, entre autres, a conduit à concevoir des solutions "personnalisées" et non plus conçues de façon homogène, ce qui requerrait des recherches spécifiques.

On a ainsi vu les systèmes de vulgarisation agricoles "verticaux" et hiérarchisés évoluer peu à peu vers des formes plus partenariales. Contrairement à la recherche agricole "classique", impulsée par une politique générale de modernisation de l'agriculture, se sont mises en place des structures d'appui et de recherche-développement souvent contrôlées par les agriculteurs eux-mêmes et

répondant à leurs besoins spécifiques. En d'autres termes, on passait d'une logique de demande de connaissances induite par l'offre à une logique d'offre de connaissances induite par la demande. On ne peut cependant pas en conclure que la recherche-développement ait supplanté la recherche agricole classique; il existe plutôt une complémentarité entre les deux types d'approche.

Un autre facteur d'évolution des systèmes d'apprentissage a été la nécessité pour les territoires ruraux de trouver des voies de développement en dehors de l'agriculture, celle-ci employant un nombre d'actifs toujours plus réduit, quand elle n'était pas tout simplement condamnée à disparaître, notamment dans les territoires marginaux (terres pauvres, zones de montagne, zones arides, etc.). Par ailleurs, les nouvelles technologies, les nouvelles demandes des consommateurs urbains – devenus largement majoritaires sur les marchés – et la globalisation des échanges sont d'autres éléments, d'autres défis pour le monde rural, qui exigent de nouvelles solutions et connaissances.

Dans un tel contexte, il n'est plus possible d'appliquer partout les mêmes solutions standardisées: des réponses "sur mesure" doivent pouvoir être trouvées, adaptées à chaque contexte particulier. On entre alors dans le cadre du développement endogène, fondé sur la mise en œuvre de stratégies territoriales différenciées où l'apprentissage et l'intégration de nouvelles connaissances s'inscrivent dans des projets conçus et assumés localement. Dans ce schéma, l'apprentissage s'appuie sur la découverte des potentialités des ressources locales et non plus seulement sur l'offre de connaissances existant sur le marché ou dans les structures de recherche. Il prend aussi la forme d'une expérimentation directe, "apprendre en faisant", "apprendre à tâtons" ("**learning by doing**", "**learning by trial & error**"). Lorsque ces formes d'apprentissage nécessitent une collaboration externe, on parlera d'"expérimentation assistée ou guidée" ("**learning by fruitful collaboration**") , comme c'est le cas dans l'exemple suivant.

[5] C'est ce qu'on appelle en anglais l'"imbodyed transfer": les connaissances sont "fournies" avec la machine, "intégrées" dans le produit disponible sur le marché.

Des entrepreneurs des zones LEADER Anhalt-Zerbst (Saxe-Anhalt, Allemagne) et Laa an der Thaya (Basse-Autriche) conduisent en commun un projet visant de nouvelles utilisations de la paille. Il s'agit de recréer de l'emploi tout en valorisant les terres les moins fertiles grâce aux cultures non alimentaires. Du côté allemand, la collaboration entre agriculteurs et chercheurs a débouché sur la mise au point de procédés permettant la production d'isolants sonores et thermiques à partir de la paille issue de la remise en culture de terres abandonnées. Le même type de collaboration entre agriculteurs et instituts de recherche a permis du côté autrichien d'aboutir à des produits d'emballage écologiques destinés surtout au secteur chimique ainsi qu'à des matériaux d'isolation. Dans les deux cas, c'est la paille, ressource endogène jusque-là peu valorisée, qui est à la base de ce transfert de connaissances, du développement de nouveaux produits et de nouvelles opportunités économiques. La coopération

entre producteurs allemands et autrichiens est née du besoin d'optimiser ce nouveau savoir-faire et de trouver l'échelle pertinente pour effectuer à présent les recherches nécessaires à l'amélioration de la qualité des produits déjà développés dans chacun des deux territoires.

En termes d'objectifs, cette nouvelle forme d'apprentissage constitue également une rupture par rapport à l'apprentissage par la formation et la diffusion de solutions standardisées. Alors que dans cette dernière formule, les connaissances à acquérir ou à intégrer sont fonction des modèles dominants que l'on cherche à reproduire, dans le projet conçu localement, les connaissances à acquérir sont fonction des ressources endogènes et de leur mise en perspective dans une recherche de différenciation.

Les deux types d'apprentissage peuvent être distingués de la manière suivante:

Apprentissage par diffusion standardisée (part de l'offre existante)			Apprentissage à partir d'un projet conçu localement (part de la demande endogène)		
A - - - - - → B			A - - - - - → A'		
(situation actuelle)	transfert d'un paquet X préconçu	(situation que l'on cherche à imiter)	(situation actuelle)	élaboration d'un projet Y conçu localement	(évolution de la situation A vers A')
A + X = B			A + Y = A'		

Dans le cas de l'apprentissage par diffusion standardisée, l'objet de l'apprentissage (X) est une solution déjà connue, déjà appliquée dans un contexte que l'on cherche à reproduire (la situation d'une région favorisée, par exemple). La solution est donc généralement codifiée et appliquée telle quelle. Ainsi, certains territoires cherchent à développer des cultures qui ont fait leurs preuves ailleurs, sans s'assurer de leur pertinence dans le contexte local.

Dans le deuxième cas, la conception du projet local est le moteur du processus et les acteurs locaux en sont les "conducteurs". L'objet de l'apprentissage (Y) n'est pas connu préalablement, mais construit en fonction du projet local. Les processus en cours dans le cadre de LEADER illustrent ce type de démarche. C'est dès le départ puis au fil de la mise en œuvre du Plan d'action local ("business plan") que les acteurs identifient les besoins d'apprentissage et d'appropriation de connaissances.

e) Vers un modèle intégré d'apprentissage

LEADER constitue un cadre particulièrement favorable à l'émergence de solutions endogènes dans les territoires ruraux. Deux caractéristiques de la démarche proposée par l'Initiative de développement rural favorisent en effet particulièrement le processus d'apprentissage:

- > **le caractère local** – le programme LEADER fournit aux acteurs du territoire l'opportunité de concevoir eux-mêmes un projet de développement, le mettre en œuvre, l'accompagner, en tirer des enseignements et l'améliorer progressivement;
- > **le caractère participatif** – le partenariat local LEADER permet une large intégration des acteurs privés et publics, au-delà même des seules autorités locales. Il s'agit d'un processus d'apprentissage collectif permettant l'expression d'une "intelligence territoriale", impliquant la construction de connaissances et de références communes.

On reviendra dans le chapitre 3 sur la “valeur ajoutée” de LEADER et sur les limites de la démarche en termes de processus d’apprentissage et d’acquisition de connaissances, mais on peut d’ores et déjà dégager quelques éléments essentiels qui ressortent de l’expérience LEADER.

L’expérience de LEADER a montré que **l’apprentissage à partir d’un projet conçu localement n’implique pas forcément le rejet des autres formes d’apprentissage, mais passe au contraire par une articulation habile de toutes les formules, dans le cadre d’une stratégie intégrée d’acquisition de connaissances**, ainsi:

- > les groupes d’action locale (GAL) LEADER ont travaillé sur la revalorisation de l’apprentissage par la récupération des savoir-faire traditionnels ou en voie de disparition (**“learning by recycling the background experience”**);
- > le transfert des résultats de recherches sectorielles a également fait partie de leurs domaines d’action privilégiés (**“learning by transferring standardised knowledge”**), notamment en ce qui concerne l’acquisition de nouvelles technologies, mais en ayant toujours le souci de préserver l’identité locale et en alliant la modernité avec la tradition;
- > les échanges et les transferts d’autres expériences ont également été une activité importante de LEADER, impliquant des processus d’apprentissage par imitation (**“learning by imitation”**) et par adaptation (**“learning by adaptation”**), notamment par le biais de visites, projets de coopération, etc. La coopération transnationale a joué un rôle essentiel à ce niveau;
- > LEADER a été un champ de recherche et de production de nouvelles connaissances pour l’innovation, à travers des processus d’apprentissage par l’expé-

mentation (**“learning by doing”**; **“learning by trial & error”**), mais aussi à travers la réalisation de diverses recherches appliquées ou fondamentales;

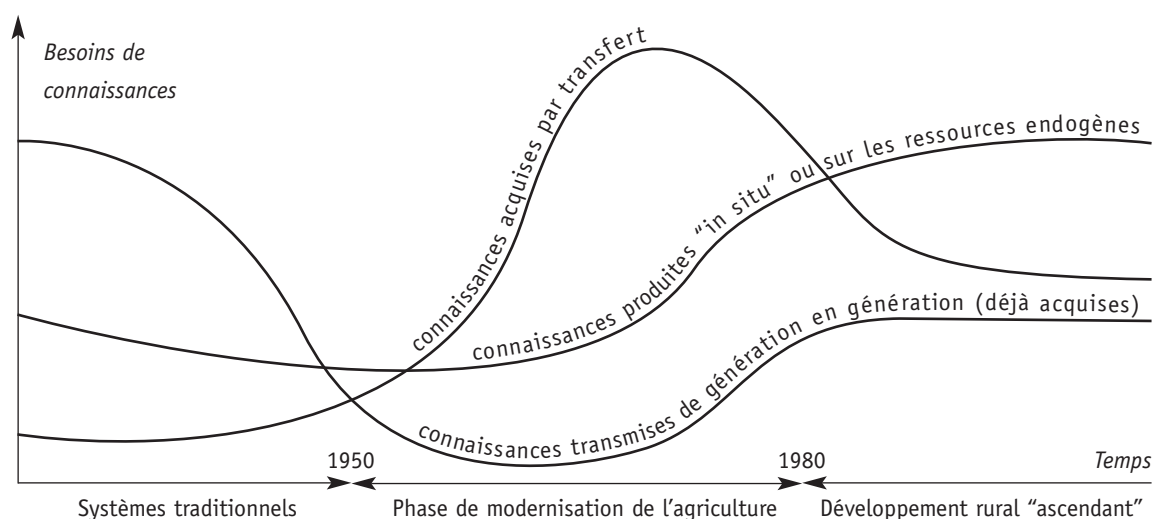
- > enfin, toutes ces formes d’apprentissage ont été articulées autour de stratégies concertées et mises en œuvre, qui ont été régulièrement suivies et évaluées pour en tirer les enseignements, donnant lieu à de nouvelles stratégies plus affinées, etc. (**“learning by monitoring and evaluation”**).

Un projet conçu et mis en œuvre localement devient donc un “fil conducteur” qui articule toutes les formes d’apprentissage. En d’autres termes, c’est la maîtrise de la conception et de la mise en œuvre des projets par les acteurs concernés qui garantit leur pleine valorisation en termes d’acquisition de connaissances.

Cette articulation et intégration de plusieurs formes d’apprentissage sont l’expression d’une **société locale “apprenante”**, une société locale qui a acquis la capacité de systématiser l’apprentissage dans l’action et pour l’action, et donc de prendre en main son propre développement. On reviendra dans le chapitre suivant sur les conditions d’émergence et d’affirmation de sociétés locales apprenantes en milieu rural.

f) Conclusion

Après l’ère des sociétés rurales traditionnelles où prédominaient les connaissances transmises de génération en génération, puis une période de modernisation du secteur agricole où ce sont les connaissances acquises par transfert qui ont dominé, on entre aujourd’hui, notamment avec LEADER, dans des formes d’apprentissage diversifiées et intégrées. Cette évolution des besoins et sources de connaissances dans les territoires ruraux peut être représentée graphiquement comme suit:



1.2 Les rapports avec les sources de connaissances extérieures

L'apprentissage à partir de projets conçus localement et la diversification des formes d'apprentissage conduisent à inscrire les rapports entre les acteurs du développement et les sources de connaissances extérieures dans une optique beaucoup plus pro-active.

En premier lieu, cela concerne le transfert: alors que dans le passé le transfert de connaissances se faisait à partir des résultats de la recherche et de services spécialisés, les projets conçus localement conduisent à rechercher des sources de transfert non seulement parmi les résultats disponibles de la recherche mais également et surtout dans les expériences d'autres territoires, qu'ils soient similaires ou non. Le fonctionnement en réseau ("**learning by networking**") prend donc une importance de premier plan.

Les rapports avec la recherche sont également radicalement différents. Tandis que dans le passé, notamment au cours de la phase de modernisation de l'agriculture, les activités de recherche pour le développement obéissaient essentiellement à des principes conformes aux politiques générales de développement, la conception locale de projets de développement amène les acteurs locaux à devenir eux-mêmes demandeurs de recherche.

Un nouveau rapport s'établit entre recherche et développement: alors que dans le passé c'était l'offre de recherche qui induisait la demande suivant une démarche descendante, on voit apparaître un nouveau type de recherche où c'est la demande qui induit l'offre, rejoignant en cela le concept de recherche & développement au sens classique du terme, pour lequel la participation des acteurs directement concernés est indispensable. Ce qui conduit à ce que la recherche soit réalisée en situation réelle, sur des ressources endogènes, et non plus seulement en laboratoire.

Les demandes de recherche au niveau local peuvent être ainsi de trois types:

- > la demande de recherche expérimentale;
- > la demande de recherche appliquée;
- > la demande de recherche prospective.

a) La demande de recherche expérimentale

La recherche expérimentale vise à produire des connaissances nouvelles à partir de l'expérience. Elle peut concerner des essais techniques, mais aussi des tests de marché, des études marketing, etc. Ce type de recherche peut déboucher sur le développement de nouveaux produits, l'amélioration de la qualité des produits existants, etc.

Quand elle répond à des politiques générales de recherche et développement, la recherche expérimentale est essentiellement réalisée au sein de laboratoires ou de stations de recherche; ses résultats ne sont pas ciblés sur un projet spécifique mais mis à la disposition des entreprises ou porteurs de projets demandeurs de résultats expérimentaux généraux. Elle peut par exemple viser la mise sur le marché d'un produit, d'un prototype ou d'une nouvelle technologie en effectuant tous les tests nécessaires avant la mise sur le marché.

Quand elle répond à une demande d'un territoire spécifique, la recherche expérimentale est souvent réalisée en situation réelle. Elle consiste par exemple à tester une nouvelle technologie dans les conditions locales d'un territoire ou d'une entreprise particulière.

b) La demande de recherche appliquée

La recherche appliquée vise à mieux connaître certains produits ou domaines précis.

Quand elle répond à des politiques générales de recherche & développement, la recherche appliquée vise à fournir des réponses standardisées sous forme de technologies, prototypes, etc. Elle se situe en amont de la recherche expérimentale (par exemple pour la production d'espèces transgéniques dont la culture sera ensuite expérimentée). Elle est également réalisée essentiellement dans les centres de recherche spécialisés, laboratoires, stations de recherche, etc.

Lorsqu'elle répond à des demandes précises, la recherche est souvent réalisée en situation réelle. Ce peut être par les analyses physiques, chimiques et microbiologiques des éléments d'un produit, des analyses de sols, etc., mais aussi à travers des études complexes telles que les évaluations d'impact (social, environnemental, etc.), de pertinence, de cohérence d'un projet.

Les processus de certification de qualité ont amené les territoires ruraux à toujours plus recourir à ce type de recherche pour caractériser un produit de façon optimale. Les groupes LEADER eux-mêmes peuvent y faire appel pour évaluer leur programme, analyser l'impact de tel ou tel projet.

c) La demande de recherche prospective

Alors que les types de recherche précédents s'intéressent à une application particulière, qu'elle soit d'ordre général comme par exemple l'élaboration d'une nouvelle technologie et/ou d'un prototype (nouvelle variété, machine, etc.) ou qu'elle concerne un projet concret, la recherche prospective s'intéresse à des domaines qui nécessitent une connaissance plus approfondie pour en dégager de nouvelles orientations ou opportunités.

Quand elle s'inscrit dans les politiques générales, la recherche prospective **a pour objectif d'influencer l'orientation même des politiques de développement**. Ce type de recherche vise à permettre l'intégration dans les politiques générales ("mainstreaming") des apprentissages tirés des interventions pilotes.

Lorsqu'elle répond à des demandes précises, la recherche prospective vise des domaines qui semblent a priori prometteurs mais qu'il est nécessaire de mieux connaître pour en dégager de nouvelles applications possibles. Dans le cas du développement des territoires ruraux, elle **a pour objectif de rendre visibles les potentialités des spécificités locales**. Sont à classer dans ce domaine les recherches sur les identités, les ressources historiques, patrimoniales, culturelles, environnementales, qui sont mal connues, voire ignorées par les acteurs locaux, et qui peuvent toutefois jouer un rôle important pour l'avenir du territoire. Quand ce type de recherche est réalisé avec le concours des acteurs locaux, il devient un formidable instrument d'appropriation du potentiel local.

Les 6 groupes LEADER du Burgenland (Autriche) ont fait appel à des chercheurs de plusieurs universités et instituts – de Vienne notamment – pour mieux connaître le patrimoine naturel et culturel local et découvrir de nouveaux pôles d'intérêt possibles. Des travaux de recherche prospective ont été réalisés avec l'appui d'ethnologues, écologues, experts dans la gestion du territoire, etc., conduisant à la formulation d'actions originales d'appui au développement local telles que le projet "UNI-Mobil" (Université mobile), qui consiste à répertorier et à évaluer les richesses du patrimoine naturel et culturel dans le but de contribuer à l'aménagement du territoire et au développement des villages conformément à la stratégie de développement choisie dans les différentes zones LEADER du Burgenland. Il s'agit d'un travail en réseau basé sur une trilogie GAL/universités/autorités locales qui facilite la mise à disposition immédiate des résultats aux niveaux local et régional.

d) La recherche fondamentale

Contrairement aux recherches expérimentale, appliquée et prospective, la recherche fondamentale ne vise jamais une application directe ni ne s'adresse à un projet particulier. Elle est motivée par les progrès d'une discipline scientifique. Elle peut cependant produire des connaissances qui seront ensuite mises à disposition. Dans le cas du développement rural, les possibles transferts de connaissances issus de la recherche fondamentale peuvent concerner par exemple les champs de la géologie, de l'écologie, de l'archéologie, de l'histoire, etc., utiles à l'élaboration de nouveaux axes stratégiques de développement. Afin de bénéficier des apports de ce type de recherche, il est indispensable que soient présents localement des "interlocuteurs" scientifiques préoccupés par l'avenir du territoire concerné et attentifs à l'évolution des connaissances comme sources d'inspiration pour orienter le développement.

Les connaissances issues du travail de recherche archéologique réalisé dans la zone LEADER Haute Vallée de la Loire et du Mézenc (Auvergne, France) par le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) depuis plus de 25 ans ont débouché sur des applications utiles à la diversification économique de ce territoire, notamment grâce à la mise en œuvre du programme LEADER. A l'origine, l'investissement en recherche était motivé par le fait que ce territoire possède de nombreuses traces d'activité humaine remontant à plus de 900 000 ans, bien conservées grâce aux volcans qui caractérisent cette région. Ces vestiges ont donc un intérêt scientifique particulier pouvant apporter des éclairages fondamentaux sur la connaissance de l'évolution de l'homme, notamment sur certains de ses maillons encore mal connus.

Le développement rural fait appel à plusieurs types de recherche qui sont interdépendants, comme le présente le tableau suivant.

LA RECHERCHE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT RURAL: TABLEAU DE SYNTHÈSE

Fondement	Types de recherche	Exemples de recherches motivées par:	
		a) des politiques de développement ou de recherche (offre impulsant la demande)	b) les besoins des projets (offre impulsée par la demande)
Recherche réalisée pour les besoins d'une activité spécifique	Recherche expérimentale	> Essais techniques de laboratoire pour la mise au point de prototypes	> Essais techniques d'application sur le terrain > Tests de commercialisation > Recherches expérimentales sur les méthodes d'animation
	Recherche appliquée	> Mise au point de nouvelles technologies, variétés, nouveaux équipements, etc.	> Analyses de matières premières ou de produits > Analyses de marchés > Etudes d'évaluation > Audits de projets ou d'entreprises
Recherche motivée par une meilleure connaissance d'un domaine qui peut être porteur de développement	Recherche prospective	> Recherche sur le développement rural intégré	> Recherche sur des ressources locales mal connues, ou en voie de disparition, sur les valeurs culturelles et identitaires
Recherche réalisée par rapport à des besoins d'ordre scientifique	Recherche fondamentale	> Recherche spécialisée sur le patrimoine naturel (géologie, paléontologie, écologie, etc.) ou historique (archéologie, histoire récente) des territoires ruraux	

L'exemple suivant illustre l'interrelation entre les différents types de recherche:

Le groupe LEADER Murgia Degli Svevi (province de Bari, Pouilles, Italie) a choisi les oliviers et l'huile d'olive biologique comme axe stratégique, porteur de développement et de nouvelles activités économiques. Sa zone d'intervention dispose en effet d'environ 17 000 ha d'oliviers et de 78 petites unités de transformation regroupées en 5 coopératives qui produisent 6 000 tonnes d'huile par an, la plupart jusqu'ici commercialisées en vrac. Renouveler les connaissances pour retenir la valeur ajoutée sur place et élargir la maîtrise de la filière est devenu l'objectif principal du groupe LEADER.

> Pour ce faire, des **recherches expérimentales** ont d'abord été effectuées pour trouver les méthodes cul-

turales les plus adaptées à la culture biologique de l'olivier: tests portant sur 14 variétés d'olives, tests de fertilisants.

- > Parallèlement, une **recherche appliquée** a été réalisée avec l'Université de Bari, visant à définir des normes de qualité aux différents stades de la filière (analyses chimiques, physiques et sensorielles).
- > Un autre type de **recherche appliquée** a consisté à effectuer des audits environnementaux dans les entreprises de transformation.
- > Le projet s'est également intéressé aux oliveraies en tant que patrimoine naturel et paysager. Une **recherche prospective** a été lancée, conduisant à définir des lignes stratégiques en termes d'occupation de l'espace, de création de sentiers de randonnées, etc.

Finalement, les synergies entre le projet local et la coopération transnationale – le groupe italien Murgia Degli Svevi (Pouilles) est partenaire d'un projet de coopération coordonné par le GAL espagnol Macizo de Cairoig (Valence) et portant sur la valorisation de l'huile d'olive biologique – a permis d'accélérer le processus d'appropriation de connaissances. Un noyau de chercheurs, de techniciens et d'entrepreneurs de la filière s'est constitué dans les territoires partenaires. Un nom ("Terra Mediterranea") et un logotype symbolisent cet apprentissage en réseau.

Cet exemple montre tout l'intérêt d'un projet "intégrateur" comme point de départ pour structurer la demande de recherche-transfert et les processus d'apprentissage dans un territoire en assurant une capitalisation progressive des connaissances. Ainsi, des connaissances provenant d'approches et de processus d'apprentissage différents s'articulent dans une stratégie thématique d'intervention. La question de la masse critique nécessaire pour accéder à certains types de connaissances – qui sera analysée plus loin dans ce dossier – reste néanmoins à résoudre. Dans l'exemple de Murgia Degli Svevi, le travail en réseau a été un moyen de résoudre ce problème, facilitant l'acquisition, sans coûts supplémentaires, de connaissances complémentaires.

1.3 Synthèse

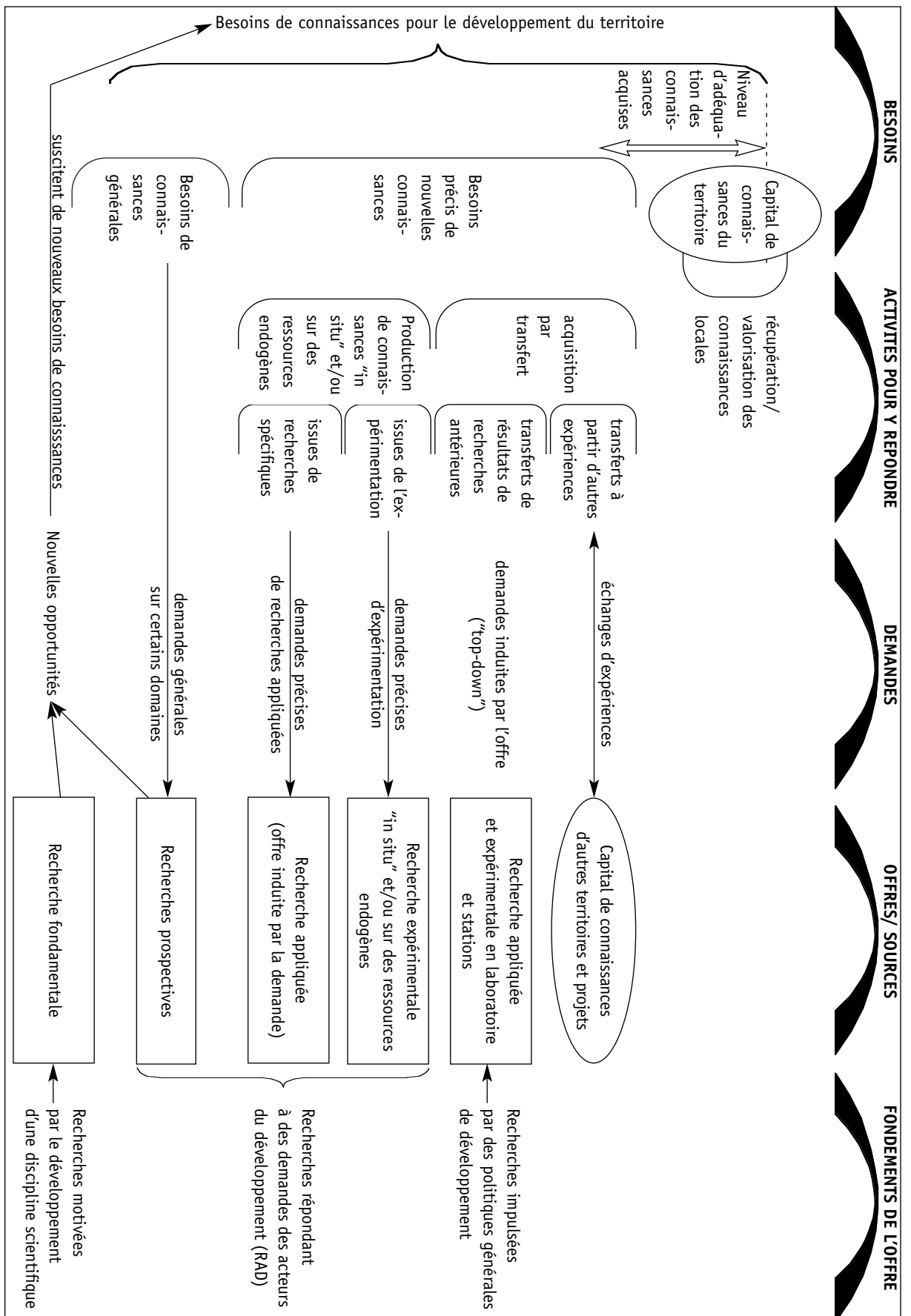
On a vu comment s'expriment les besoins de connaissances pour le développement rural, les différentes formes d'apprentissage que cela implique, ainsi que les différents rapports possibles avec des sources extérieures de connaissances. Ce qui conduit à considérer divers types de recherche utiles pour le développement rural ainsi que diverses motivations de la recherche, en distinguant les offres de recherche suscitant la demande et celles suscitées par la demande.

On a vu également que les sociétés rurales évoluaient aujourd'hui vers une diversification des formes d'apprentissage et de rapports avec les sources extérieures, deux dimensions qui s'affirment et s'articulent progressivement au sein d'une société locale apprenante.

Face à cette complexité, il est possible de définir un schéma de synthèse mettant en évidence les différentes articulations possibles sur un territoire rural, notamment entre:

- > **les besoins de connaissances** pour le développement du territoire;
- > **les activités pour répondre à ces besoins**, en distinguant les trois formes d'acquisition de connaissances mises en évidence au début de ce chapitre: récupération/valorisation des connaissances locales, acquisition par transfert et production spécifiques de connaissances (impliquant elles-mêmes des sous-catégories suivant les sources auxquelles elles font appel)
- > **les demandes de connaissances extérieures**;
- > l'articulation des demandes entre **offres et sources de connaissances**, en reprenant les catégories présentées précédemment;
- > finalement, les motivations, les **fondements de l'offre** pour chacune de ces sources de connaissances.

Ce schéma de synthèse décrit ainsi le cadre général dans lequel s'expriment les besoins de connaissances pour le développement rural et les différentes voies pour les satisfaire. Reste à savoir comment, dans ce cadre général, se réalisent les processus d'apprentissage et de production de connaissances. C'est l'objet du chapitre suivant.



Chapitre 2

Les processus d'apprentissage dans les territoires ruraux

Les processus d'apprentissage dans les territoires ruraux

L'acquisition de connaissances au service du développement d'un territoire rural est un processus qui n'est ni simple ni spontané. Se heurtant à de nombreux obstacles, la démarche ne peut s'enclencher qu'au prix d'efforts particuliers, fournis à plusieurs niveaux. L'analyse des processus et cycles d'apprentissage permet d'identifier ces différents niveaux d'intervention pouvant permettre l'affirmation d'une société locale apprenante.

Quelle que soit l'origine des connaissances acquises (récupération/valorisation de connaissances locales, acquisition par transfert de connaissances existant à l'extérieur du territoire ou production spécifique de nouvelles connaissances), on retrouve, notamment dans le cas des zones d'intervention LEADER, le même type de scénario. A savoir un déroulement en six phases qui sont :

- 1. L'animation** comme point de départ – L'animation est tout ce qui facilite les processus de développement et d'où vont émerger des besoins de connaissances. Elle permet de valoriser les liens existants ou d'en créer des nouveaux pour "comparer" la réalité (productive, environnementale, institutionnelle, etc.) du territoire concerné à d'autres situations, similaires ou différentes.
- 2. L'identification des besoins de connaissances** nécessite des exercices d'échange, de reconnaissance et d'analyse des connaissances et compétences présentes sur le territoire.
- 3. Le repérage des diverses sources pour obtenir ces connaissances** implique des recherches, le recours à des réseaux existants, l'exploitation des liens familiaux, commerciaux, institutionnels, etc., pour arriver au meilleur choix. De telles démarches permettent en même temps de mieux préciser les besoins internes.
- 4. La liaison avec les sources** implique une concertation autour d'objectifs communs quant aux connaissances souhaitables. La démarche s'effectue en associant acteurs demandeurs, d'une part, et acteurs "porteurs des réponses", d'autre part.

5. L'acquisition/production de connaissances proprement dite peut prendre diverses formes. Elle peut par exemple signifier la création de mécanismes d'apprentissage collectif impliquant l'ensemble des acteurs concernés.

6. L'application des connaissances acquises est l'aboutissement du cycle, avec un impact sur les processus de développement et l'intégration de nouvelles connaissances dans le patrimoine territorial des savoir-faire.

Ces six phases constituent un cycle, dans la mesure où l'application des connaissances débouche sur une nouvelle situation en termes d'animation qui fera apparaître de nouveaux besoins, etc. On peut donc parler de "**cycles d'apprentissage**" et considérer que ces cycles s'articulent avec les processus de développement, soit en se succédant (cycles "en série"), soit simultanément (cycles "en parallèle"). Ces diverses articulations possibles sont précisées plus loin, à partir d'exemples concrets.

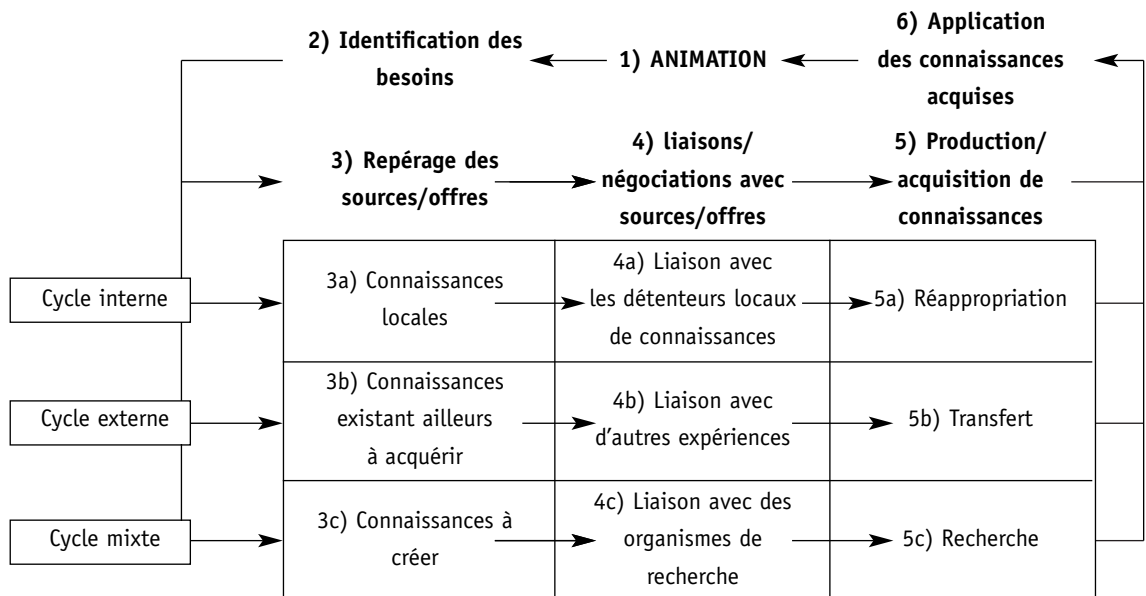
On retrouve un cycle d'apprentissage dans les trois cas de figure de production des connaissances :

1. si l'origine des connaissances est interne, c'est-à-dire s'il s'agit de récupération/valorisation de connaissances locales, on parlera d'un "**cycle interne**", car il se réalise à l'intérieur du territoire;
2. s'il s'agit d'un transfert de connaissances existant à l'extérieur du territoire, on parlera de "**cycle externe**" car des phases clés du cycle se réalisent à travers une liaison extérieure au territoire;
3. s'il s'agit de production spécifique de nouvelles connaissances, on parlera de "**cycle mixte**", dans la mesure où cette production peut se faire en partie localement mais nécessite également des appuis extérieurs, notamment des organismes de recherche spécialisés.

Ces trois cas de figure diffèrent dans la façon dont se produisent les trois phases 3, 4 et 5 (repérage des sources, liaison avec les sources et production/acquisition de compétences), les trois autres phases étant similaires.

La prise en compte de ces différences et similitudes conduit à une représentation générale du cycle d'apprentissage comme suit:

LE CYCLE D'APPRENTISSAGE: REPRÉSENTATION GÉNÉRALE



Analyser les processus d'apprentissage dans un territoire rural est non seulement identifier les différentes phases mais aussi les difficultés et atouts spécifiques du territoire dans chacune d'elles.

Pour compléter la représentation générale des cycles d'apprentissage, on peut mettre en évidence la façon dont le cycle apparaît dans le schéma général des besoins, demandes et offres de connaissances présenté à la fin du chapitre précédent.

2.1 Formes et articulation des cycles d'apprentissage dans un territoire rural

Disposant d'un cadre théorique de base, on peut à présent essayer de comprendre comment s'articulent les divers processus d'apprentissage dans un territoire rural. L'exemple de la zone LEADER Valle del Jerte (Estrémadure, Espagne)^[6] est particulièrement illustratif à cet égard, des cycles d'apprentissage en chaîne s'y déroulant depuis plus de 20 ans.

Dans la vallée du Jerte, la moitié de la population vit de l'agriculture et la plupart de ces quelque 5 000 familles dépendent uniquement de la monoculture de la cerise

pratiquée dans de petites exploitations organisées en coopératives. Dans ce contexte, la recherche fondamentale et appliquée a joué un rôle important dans l'objectif de mieux valoriser la principale ressource de la "Val-lée des Cerises". Mais il a fallu étaler ce processus sur une période de 20 ans. Pendant cette période, la consolidation de phases ou cycles d'apprentissage a provoqué des sauts qualitatifs dans la capacité d'analyse des acteurs locaux en termes d'acquisition de compétences.

En 1980, les producteurs de la zone envisagent la possibilité de trouver, avec l'appui de structures de recherche, des solutions à un problème immédiat, qui les touchaient directement: la maladie du cerisier. En même temps, les producteurs comprennent qu'il n'est plus possible de mener une stratégie de développement fondée uniquement sur les volumes de production et la réduction des coûts. L'Institut National de Recherche est alors approché pour analyser la filière des cerises. Les échanges avec les chercheurs amènent les acteurs à réfléchir au développement d'un produit transformé: le kirsch.

[6] Cas présenté par **Paul Soto** (Espagne), lors du séminaire LEADER "Recherche et Développement rural".

En 1986, une recherche fondamentale en microbiologie et sur des engrais spéciaux est achevée. Les producteurs s'organisent pour disposer sur place d'un laboratoire de chimie. Un centre de production d'aliments de qualité est installé en 1989. Les maires s'impliquent et, avec eux, un large éventail d'acteurs adhère au projet.

A la fin de la décennie, le kirsch de la vallée commence à être reconnu au niveau national. Les agriculteurs locaux ont vu leur activité relatée dans la presse, ce qui a considérablement augmenté leur capital confiance. Ils décident en 1990 d'aller plus loin et d'adopter une stratégie intégrée de développement. La démarche appliquée jusqu'alors à un secteur, la cerise, est appliquée à tout le territoire, visant l'ensemble des produits frais récoltés dans la vallée. Les résultats des recherches effectuées sont diffusés largement dans la zone. Des nouvelles compétences et capacités d'entreprendre se créent, débouchant sur des projets pilotes soutenus par LEADER I. Des recherches portant sur la conservation des fruits à température contrôlée, mais aussi sur le développement touristique, élargissent les capacités d'action. Le territoire devient plus fort, la vallée approvisionnant à présent des chaînes de supermarchés aux niveaux espagnol et européen. On peut dire qu'entre 1997 et 1999 la masse critique est atteinte pour assurer durablement l'impact positif des stratégies mises en place.

Cet exemple concret permet de dégager un certain nombre de conclusions quant à l'appropriation de connaissances dans un contexte où la viabilité du patrimoine territorial est reconnue par les acteurs locaux:

1. Les cycles d'apprentissage sont des processus **de longue haleine**. Dans le cas de la vallée du Jerte, on peut considérer qu'il y a eu plusieurs cycles d'apprentissage qui ont duré chacun **en moyenne entre 5 et 10 ans**. Le premier cycle couvre la période de 1980-89, jusqu'à ce que le complexe pour la production du kirsch voie le jour: la recherche microbiologique a été longue (3 ans) et le reste du temps a été nécessaire pour que la communauté puisse s'approprier les résultats.
2. Dans ce processus, 50% des objectifs initiaux se sont traduits dans la pratique. Ce qui signifie que les résultats diffèrent des besoins de départ. Les cinq phases du cycle ne se succèdent donc pas de manière linéaire et mécanique: des **aller et retour** ont eu lieu constamment. Ainsi, par exemple, les besoins sont identifiés au départ mais peuvent être réévalués au cours du cycle.

3. Les cycles d'apprentissage ne sont pas de nature unique (interne, externe ou mixte) mais le plus souvent **combinent plusieurs sources** de connaissances. On vérifie ainsi dans l'exemple de la vallée du Jerte que les connaissances générées par la recherche sur le patrimoine local ont été nécessaires pour renouveler la valeur de ce même patrimoine, ainsi que l'organisation et la diffusion des connaissances formalisées.
4. Tout processus d'apprentissage à long terme comporte un **élément moteur** qui assure au processus sa continuité. Dans le cas de la vallée du Jerte, c'est **la filière** (les cerises) qui a joué ce rôle dans la stratégie de renouvellement des connaissances, en impliquant la mise en synergie de différents résultats de recherches et de processus d'apprentissage, voire leur appropriation par les acteurs concernés. Cette combinaison de différents types de recherche et de processus d'apprentissage a eu de bons résultats parce qu'elle a donné lieu à un processus cumulatif de connaissances autour d'une même filière.
5. La mise en **confiance** est un facteur essentiel de succès. Confiance entre acteurs, mais aussi par rapport à l'intérêt même de la recherche et de l'apprentissage collectif. On assiste à un effet d'entraînement, à un "cercle vertueux", dans la mesure où la confiance induite par le succès de l'application de connaissances acquises facilite dès lors l'expression de nouveaux besoins et la recherche de nouvelles connaissances qui, à leur tour, viennent enrichir le patrimoine déjà acquis.

2.2 Le rôle des liens sociaux dans les processus d'apprentissage

L'exemple de la vallée du Jerte n'est certainement pas représentatif de tous les territoires ruraux européens. Dans de nombreux cas, les processus d'apprentissage se sont produits différemment, ne se sont pas produits du tout ou restent très limités. Dans la vallée du Jerte, un certain nombre de conditions étaient remplies pour que ces processus soient possibles, du moins pendant la période de 20 ans qui est décrite, notamment:

- > la forte structuration sociale autour de la filière prédominante des cerises: structuration des exploitations familiales et des relations entre les générations autour de cette production; regroupement des exploitations dans des coopératives agricoles pour la transformation, le conditionnement et la commercialisation, elles-mêmes regroupées au sein d'une union de coopératives;

- > la forte cohésion sociale existant autour de cette filière: participation active des agriculteurs aux coopératives, grande confiance dans la direction de l'union des coopératives et cohésion entre la direction de la coopérative et le groupe LEADER;
- > l'existence d'une équipe technique pluridisciplinaire soudée au niveau du groupe LEADER et travaillant directement avec la direction de la coopérative et les autorités locales;
- > l'ouverture des acteurs locaux, tant publics que privés, à l'innovation et à la diversification.

D'une manière générale, une société locale fonctionnant de manière apprenante s'appuie sur l'existence d'un tissu de liens sociaux, économiques, familiaux, de solidarité, etc. Ces liens peuvent être informels ou formels/contractuels, bilatéraux ou multilatéraux, etc. Ils mettent en jeu:

- > des relations organisationnelles;
- > des relations de reconnaissance et de confiance entre différents types d'acteurs, que ce soit au sein du territoire ou à l'extérieur: c'est notamment la capacité de la société locale à reconnaître les compétences et limites de chacun et à identifier les complémentarités nécessaires, qui peut assurer la pleine valorisation des ressources humaines et institutionnelles locales ou extérieures au territoire pour consolider les processus d'apprentissage;
- > des relations de reconnaissance autour de références communes: défense d'un produit ou d'une filière, valeurs communes, connaissances partagées, etc.;
- > des relations d'appartenance identitaire à un groupe social ou à un territoire particulier.

Plus que la quantité des liens sociaux, c'est la qualité et surtout le bon agencement de différents types de liens qui font la capacité apprenante d'une société locale. Et plus encore que les liens eux-mêmes, c'est la capacité locale à renouveler ces liens qui va permettre de relever les nouveaux défis qui se présentent. Par exemple, les liens de transmission de savoir-faire entre générations ont été très forts dans le passé et ont marqué profondément le milieu rural, mais certains territoires isolés, faute de renouvellement de ces liens, n'ont plus eu la capacité de trouver des solutions adéquates pour retenir les jeunes sur place et l'apprentissage par échanges entre générations a lui-même disparu.

Les références et préoccupations communes jouent également un rôle fondamental de rapprochement entre acteurs dans les processus d'apprentissage. Elles pro-

viennent souvent d'un élément exogène. Dans le cas de la vallée du Jerte, c'est la maladie du cerisier qui rapproche les producteurs et les conduit à chercher à résoudre le problème en faisant appel à la recherche. Suite à la réussite de l'opération, le recours à la recherche est devenu une référence commune positive. Mais il peut arriver plus tard que des situations conflictuelles émergent, détruisant les relations de reconnaissance et de confiance qui étaient à la base du processus d'apprentissage et interrompant celui-ci.

La situation varie donc suivant les contextes territoriaux et les moments:

- > là où les liens sociaux sont suffisamment forts et bien agencés, les processus d'apprentissage fonctionnent plus facilement, **par émulation endogène**. Ils s'insèrent d'abord dans les dynamiques familiales, mais aussi dans des dynamiques d'entreprise lorsqu'existent des interdépendances entre elles. Dans ces territoires "riches en liens sociaux", l'identification des besoins de connaissances et de transfert de l'extérieur peut se faire avec une marge d'erreur contenue. L'émulation endogène et le soutien social à la prise de risque sont suffisamment forts pour faciliter des combinaisons innovatrices de ressources et absorber l'échec possible;
- > là où les liens sociaux pour l'apprentissage n'existent pas ou ont disparu, la marge socialement tolérée pour l'innovation et l'échec est plus faible et un soutien exogène devient indispensable. Les cycles d'apprentissage ont un caractère fortement expérimental et sont soumis à un degré de risque beaucoup plus grand. Pour sortir de cette situation de fragilité, de nouvelles dimensions doivent pouvoir être trouvées, qui permettent de reconstruire les liens, créer de nouvelles passerelles porteuses d'intérêts et de références communes pouvant constituer le socle de nouveaux processus d'apprentissage. L'introduction de thèmes transversaux ou fédérateurs (*voir les exemples précédents sur les cerises et l'huile d'olive*), qui contient la capacité de tisser des liens autour d'une idée renouvelée de proximité entre structures et acteurs, même hétérogènes, aboutit à l'émergence de nouveaux cycles apprentissage: c'est apprendre par une combinaison inhabituelle de facteurs et secteurs ("**learning by an unusual combination of factors and resources**") et apprendre par adhésion à un projet d'intérêt commun ("**learning by subscribing to a common project**").

Le déficit démographique des zones rurales est certainement un élément défavorable à la construction de liens sociaux. Par conséquent, des densités de population faibles et des déséquilibres dans la répartition du peuplement peuvent devenir des handicaps au renouvellement des connaissances. Ce n'est cependant pas toujours le cas et il existe des solutions pour pallier ces déficits démographiques et de liens sociaux. Notamment, des liens sociaux peuvent se développer grâce aux nouvelles technologies de communication. Cette démarche, favorisée dans l'Initiative LEADER par la coopération transnationale, a permis le développement de l'apprentissage par la mise en réseau ("**learning by networking**").

"BIORED" et "CLUB BIORED" sont les labels d'un réseau télématique regroupant cinq territoires LEADER espagnols (dont deux dans des îles, les Baléares et les Canaries), deux portugais (dont un à Madère) et un allemand. L'objectif du réseau est de pousser les producteurs de chaque territoire partenaire à adopter et respecter des standards de qualité. En interne, dans chaque territoire, le réseau soutient l'introduction de technologies de communication et la création d'un espace d'échange entre les adhérents à la démarche. En externe, l'offre de produits et services est unifiée sur un seul site Internet, ce qui facilite les interactions et l'échange d'informations.

2.3 Conclusion: créer ou renouveler les liens pour l'apprentissage

Même si un territoire semble avoir construit avec le temps suffisamment de liens sociaux pour s'assurer d'un processus d'apprentissage à long terme, il n'est jamais à l'abri d'une dégradation brusque de ce processus, suite à la disparition ou à la mise à l'écart de personnes ou d'institutions clés, ou encore à un échec dans un domaine sur lequel les énergies étaient concentrées depuis longtemps.

Plusieurs territoires doivent ainsi reconstituer des liens et redevenir des "sociétés apprenantes" à partir de connaissances "contextuelles" qui peu à peu ont cessé de se renouveler ou de représenter un intérêt économique. Cette démarche, assez complexe, exige avant tout la reconstitution de la confiance des acteurs dans leur territoire. Là où les liens et les cycles d'apprentissage s'appuient sur des connaissances accumulées, perçues comme sources de dynamisme et de rentabilité, la confiance et la capacité de risque des acteurs peuvent être suffisamment grandes pour parvenir avec le temps à relancer un processus d'apprentissage.

Dans la zone LEADER Carnica Rosental (Carinthie, Autriche), le renouvellement des connaissances et des cycles d'apprentissage autour d'une race traditionnelle d'abeilles disparue (abeille "Carnica") a échoué. Il a fallu du temps et des interventions ciblées pour recréer la confiance autour d'une nouvelle thématique de développement: une race de moutons (le "Brillenschaf", "mouton à lunettes") en voie d'extinction. Cette fois-ci, la présence d'un symbolisme fort, l'implication d'acteurs passionnés et la collaboration d'un institut de recherche ont permis de déclencher un nouveau processus de recherche-apprentissage.

Qu'il s'agisse de créer les conditions d'une société apprenante dans un territoire "faible" ou de la reconstituer après un échec dans un territoire "fort", dans les deux cas la question se pose en termes de création ou renouvellement de liens sociaux pour l'apprentissage: liens organisationnels, de reconnaissance des compétences de chacun, de confiance, de reconnaissance mutuelle autour de références communes, etc.

Cette création ou renouvellement des liens pour l'apprentissage passe par des actions spécifiques dans ce sens. Le programme LEADER, dont un des traits fondamentaux est précisément de travailler sur la création et le renouvellement de liens entre acteurs, entre actions et entre territoires, peut jouer un rôle clé à ce niveau. LEADER peut ainsi intervenir dans les différentes phases des cycles d'apprentissage pour créer/recréer les conditions d'une société apprenante.

Pour ce faire, le programme s'appuie à la fois sur des ressources endogènes et des ressources exogènes. La création et l'entretien de liens avec des sources de connaissances extérieures sont essentiels pour relancer des processus d'apprentissage. On peut retrouver ces liens exogènes dans la coopération entre territoires et le fonctionnement en réseau, mais également au niveau des liaisons avec le monde de la recherche.

C'est pourquoi, avant d'étudier quel peut être le rôle de LEADER dans la constitution de liens pour l'apprentissage et la constitution d'une société locale apprenante, objet du Chapitre 4, on analysera les liens avec les sources de connaissances extérieures, notamment avec le monde de la recherche. Il reste à savoir en effet si celui-ci est préparé à répondre à ce besoin essentiel des territoires ruraux et comment peuvent s'établir les relations entre recherche et développement rural. C'est l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 3

Les besoins du développement et l'offre de recherche

Les besoins du développement et l'offre de recherche

L'offre de connaissances pour le développement des zones rurales provient soit du monde académique (universités et centres de recherche) soit d'autres institutions intermédiaires qui répondent le plus souvent à des besoins ponctuels de caractère technique. Elle est en général peu accessible aux acteurs locaux et peu adaptée aux besoins de développement du monde rural, le milieu académique restant encore peu impliqué dans les pratiques de développement. Ces inadéquations apparaissent aujourd'hui au grand jour dans la mesure où on assiste à un éveil dans les territoires ruraux qui, forts de stratégies propres, deviennent demandeurs de recherches spécifiques. Pourtant, un rapprochement entre universitaires, chercheurs et acteurs du développement rural est en cours et une palette d'outils humains, institutionnels et conceptuels se met en place pour faciliter ce rapprochement.

On a vu dans les deux premiers chapitres comment l'évolution des zones rurales et leur tendance à se doter d'une stratégie de développement local impliquent des nouveaux besoins de connaissances et conduisent à la demande de différents types de recherches et de sources pour répondre à ces besoins.

Il s'agit à présent d'examiner l'autre face du problème, en analysant l'offre de connaissances au niveau des filières et sur les spécificités locales, en laissant de côté pour l'instant la recherche sur les tendances et les perspectives du monde rural, dont l'objectif est avant tout le renouvellement des politiques.

Quelles sont donc les sources de connaissances qui sont susceptibles d'être utiles au développement des territoires ruraux et comment fonctionnent-elles? On pense naturellement aux universités et centres de recherche, instituts spécialisés, etc. En fait, les sources de production de connaissances utiles pour le développement rural sont très variées:

> d'une part, tous les organismes ayant pour vocation la production de connaissances directement liées aux questions rurales "classiques". Ce sont d'abord tous les organismes de recherche sectoriels, notamment dans le domaine agricole et agro-alimentaire (insti-

tuts de recherche agronomiques, organismes spécialisés par filière, etc.), dans le tourisme rural, l'artisanat, etc.;

- > d'autre part, tous les organismes qui produisent des connaissances et des techniques (organismes de recherche fondamentale au niveau national, par exemple) non spécifiquement destinées à répondre aux besoins ruraux mais qui peuvent intéresser les acteurs de ces territoires;
- > également, les écoles techniques et autres organismes spécialisés, proches du "terrain" ou ayant une vocation expérimentale;
- > bureaux d'études, etc.

Comment caractériser l'offre de connaissances? Est-elle adaptée aux besoins actuels des territoires ruraux? Tient-elle compte des évolutions souhaitables et des défis futurs de ces territoires? Quels sont les "fossés" qui existent à ce niveau et comment les combler?

3.1 Les principales caractéristiques de l'offre de connaissances produites par la recherche académique

Au-delà de leur diversité, les pratiques de la recherche académique obéissent à certains cadres généraux, liés à la nature de la démarche scientifique:

- > en premier lieu, l'objectif scientifique d'une recherche conduit les chercheurs à s'attacher à un objet particulier et à se limiter à cet objet, ce qui a pour effet d'introduire des spécialisations chaque fois plus poussées ainsi qu'une certaine "étanchéité" entre disciplines. Il s'ensuit que la problématique rurale dans la science est très segmentée: études sur les sols, l'agriculture, le patrimoine ethnologique, etc. Chaque segment spécifique trouve son cadre de référence dans des journaux spécialisés et ce qui est publiable est défini selon des critères de qualité scientifiques et non en fonction des besoins de développement locaux;
- > les chercheurs sont soumis à certaines règles d'avancement professionnel qui conditionnent leurs activités, notamment en ce qui concerne la production de publications;

- > la recherche scientifique s'effectue dans des institutions qui fonctionnent souvent suivant leur propre logique et sans véritables liens avec l'extérieur.

Ces caractéristiques varient suivant le type de recherche auquel on a à faire:

- > c'est sans doute dans le cas de la recherche fondamentale que ces traits sont les plus marqués. Ici, la logique scientifique de développement des connaissances au sein d'une discipline joue à plein et les objectifs de développement sont rarement pris en compte;
- > dans le cas de la recherche appliquée, on assiste au contraire à un plus grand rapprochement entre chercheurs et "développeurs", surtout si ceux-ci sont demandeurs de la recherche. Il existe cependant des différences importantes, selon que les recherches sont orientées vers des applications générales n'ayant pas forcément à voir avec le développement rural (comme par exemple les applications sectorielles: secteur de l'énergie, de l'eau, etc.) ou que les applications y sont directement liées: la recherche appliquée aux activités des entreprises locales, par exemple.

Outre ces caractéristiques intrinsèques à chaque type de recherche, les logiques financières influencent sensiblement la forme que prend la production de connaissances:

- > les coûts obligent à limiter les activités de recherche aux domaines les plus intéressants et prometteurs sur le plan scientifique (recherche fondamentale) ou des applications directes possibles (recherche appliquée). Ce qui implique par exemple que la recherche appliquée s'intéresse avant tout aux grandes entreprises, aux filières importantes, etc., tendant à laisser de côté les petites entreprises, les produits peu courants, etc., ce qui oblige les acteurs concernés à se regrouper pour pouvoir en bénéficier;
- > le besoin de financement implique certaines contraintes qui diffèrent selon la source: par exemple, un bailleur de fonds public pourra donner une importance de premier plan à la production scientifique, tandis qu'un financeur privé sera plus exigeant sur des applications concrètes à court terme.

3.2 Les inadéquations entre offre et demande

Les caractéristiques de la recherche conduisent à un certain nombre d'inadéquations entre offres de connaissances produites et demandes des zones rurales. Ces inadéquations deviennent de plus en plus évidentes depuis que les territoires ruraux tendent à se doter d'un projet et d'une stratégie de développement dont la mise en œuvre nécessite un apport de connaissances nouvelles et pertinentes. On peut considérer trois types d'inadéquations:

a) Les inadéquations liées à la nature même de la recherche scientifique et des institutions de recherche

Certaines inadéquations sont liées à la nature même de la recherche et des institutions qui l'encadrent. Ce sont:

- > des inadéquations en termes de **distance** – distance physique tout d'abord entre les institutions de recherche (notamment dans le domaine technologique) et les zones rurales. A la distance physique s'ajoute la question de la visibilité souhaitée par les chercheurs et les financeurs, qui connaissent mal le milieu rural. Or, les besoins ruraux en recherche concernent souvent des projets de trop petite taille ou qui "ne sont pas à la mode", d'où un manque de visibilité et, par conséquent, un manque d'intérêt de la part des offreurs de recherche;
- > des inadéquations en termes de **temps** – pour les chercheurs, surtout en recherche académique et fondamentale, la durée des recherches dépend des progrès de la réflexion, de la vérification des hypothèses, etc. La démarche s'étale souvent sur plusieurs années tandis que les besoins de connaissances pour le développement sont en général des besoins à court terme, souvent liés à la durée des programmes et des politiques d'appui;
- > des inadéquations sur **la définition de l'objet de la recherche** – celle-ci est souvent organisée par spécialités (spécialisations techniques, en sciences humaines, en histoire, en sociologie, en économie, etc.). Pour les chercheurs, l'objet de la recherche peut être détaché d'une vision territoriale d'ensemble et d'une fonctionnalité immédiate. Il est pour eux circonscrit, délimité, partiel, alors que pour les agents de développement, il s'inscrit de plus en plus dans une stratégie territoriale d'ensemble, une stratégie en quête de différenciation, de mise en valeur de ressources locales qui souvent n'ont pas de marché consolidé;

- > des inadéquations en termes d'**approches**, dans la mesure où la recherche effectuée par des institutions universitaires est traditionnellement orientée sur le produit ("product-oriented") plutôt que sur le processus ("process-oriented"). Or la recherche orientée sur le produit ignore le plus souvent les aspects du contexte – institutionnel ou autre – qui s'avèrent déterminants dans la réalisation des activités ou changements;
- > des inadéquations en termes d'**intérêt** – les chercheurs sont soumis à des impératifs de publications scientifiques régulières qui les obligent à produire un certain type de connaissances souvent non compatible avec les besoins du "terrain";
- > des inadéquations en termes de **communication** enfin, du fait de la relative difficulté de traduire les résultats de la recherche en applications pratiques pour les acteurs du développement (agents, entrepreneurs, élus, responsables associatifs, etc.). Ce qui pose la question de l'adéquation et de la diffusion des résultats de la recherche aux différents niveaux où ils peuvent être utilisés (agents de développement, producteurs, concepteurs de politiques, etc.), ainsi qu'au niveau du monde académique lui-même.

b) Les inadéquations en termes de pratiques

La nature de la recherche scientifique et les préoccupations des chercheurs conduisent à des pratiques qui entrent parfois en contradiction avec les besoins du développement rural et les approches territoriales.

Ainsi, pour les agents de développement, la spécification du "besoin de recherche" est aujourd'hui, beaucoup plus que dans le passé, le produit de la participation des acteurs concernés; elle s'inscrit donc dans un processus d'animation qui identifie les besoins de changement et d'innovation à partir des potentialités locales, alors que pour les chercheurs, le "besoin de recherche" peut à la limite être défini sans implication aucune des populations rurales.

De même, pour les agents de développement, la "diffusion des résultats" implique l'élargissement des compétences et connaissances des populations concernées; pour les chercheurs, au contraire, cette diffusion peut prendre la forme d'une simple publication.

Parfois même, les préoccupations d'accumulation du savoir scientifique de la part des chercheurs, des institutions scientifiques et des politiques nationales de recherche conduisent à une concentration des savoirs

dans les villes, quitte à déposséder parfois les zones rurales d'une partie de leur patrimoine essentiel pour leur développement. Ce n'est que par la conception d'une stratégie territoriale propre qu'un territoire rural arrive à retenir/profiter des résultats des recherches.

Dans la zone LEADER Els Ports (Communauté de Valence, Espagne), la commune de Morella est un endroit riche en vestiges paléontologiques du Crétacé Inférieur. Or, les recherches réalisées depuis la fin du 19^e siècle sur ce sujet avaient conduit à concentrer une partie de ces vestiges au Musée des Sciences Naturelles de Madrid. Reprise en 1970, la recherche sur le terrain a révélé une des collections de fossiles les plus importantes d'Europe et donné lieu à la publication de la première monographie consacrée aux dinosaures en Espagne, réalisée par l'Institut de Paléontologie de Sabadell. Ce travail et ces collections sont ensuite tombés dans l'oubli durant vingt ans: ce n'est qu'en 1994, dans le cadre d'une nouvelle approche de développement territorial cette fois, que la Commune de Morella a créé le "Musée du Temps des dinosaures" et que ce patrimoine est devenu un axe de développement thématique ("Els Ports, Terre des Dinosaures"). A l'initiative du groupe LEADER, la municipalité de Morella, l'association des "Amis de la Paléontologie de Morella", la Fondation pour la Protection de l'Environnement de Ports-Maestrat, l'Université Autonome de Madrid, l'Institut de Paléontologie de Sabadell et le Musée de Paléontologie de Valence sont devenus les partenaires d'un véritable projet de développement territorial.

c) Les inadéquations liées aux problèmes financiers et aux coûts

En général, très peu de moyens financiers sont consacrés spécifiquement à la recherche au service du développement rural. Les connaissances qui peuvent être utiles pour les zones rurales sont souvent le produit de recherches effectuées dans d'autres cadres. Ce sont notamment:

- > des recherches appliquées sectorielles, notamment agricoles. Or celles-ci s'intéressent en premier lieu aux grandes filières;
- > des recherches fondamentales conduites dans les zones rurales du fait de la présence d'éléments ayant un intérêt scientifique particulier;
- > les travaux de chaires universitaires spécialisées dans le développement rural.

3.3 Une tendance à la réduction des écarts

On trouve donc des inadéquations entre recherche et besoins de connaissances pour le développement rural à de nombreux niveaux. L'écart tend toutefois à se réduire progressivement sous l'effet de plusieurs facteurs:

- > la recherche appliquée prend de plus en plus le pas sur la recherche fondamentale. Notamment au niveau des financements: la réduction des aides publiques conduit les chercheurs à trouver des moyens financiers dans le secteur privé, plus exigeant en matière de résultats applicables à court terme. De même, la recherche purement académique perd de son prestige, une plus grande valeur étant accordée à la recherche liée aux réalités concrètes. La diffusion des résultats de la recherche auprès du grand public prend également plus d'importance;
- > l'enseignement supérieur a également fortement évolué dans ce sens au cours des 30 dernières années. Les universités sont ainsi à la recherche de contacts et tendent à se "rapprocher du terrain". Des spécialisations en développement rural, axées sur des contenus fortement pratiques, se multiplient en Europe;
- > ces évolutions tiennent aussi au fait que les chercheurs sont aujourd'hui beaucoup plus sollicités par la société civile. Le chercheur n'est plus seul: il trouve des interlocuteurs dans la société civile locale. L'exemple de Morella montre ainsi comment des paléontologistes qui travaillaient depuis des années "en solitaire" ont été sollicités, voire même interpellés par les acteurs locaux pour qu'ils mettent leur travail au service du développement du territoire.

Ces évolutions varient cependant fortement en fonction des contextes régionaux et nationaux.

3.4 Faire le lien entre l'offre et la demande

Le contexte général et le fait que les territoires ruraux se dotent de stratégies de développement qui leur sont propres facilitent aujourd'hui la mise en place de passerelles entre chercheurs et processus de développement territoriaux.

A cet égard, les expériences existantes mettent en évidence différents instruments et solutions possibles (d'ordre conceptuel, institutionnel, financier, etc.) qui peuvent se compléter et s'articuler de diverses manières, permettant ainsi de mieux répondre à chaque situation particulière. Voici quelques exemples de ces solutions et instruments^[7].

3.4.1 Comblant les écarts en termes de "distances"

a) Créer des "masses critiques"

Le premier obstacle pour un rapprochement entre chercheurs et acteurs du développement est un problème de distance – au sens large, c'est-à-dire non seulement la distance physique mais aussi le manque de visibilité et d'intérêt réciproque pour que le lien se fasse – et aussi d'écarts en termes de coûts (coûts incompatibles avec les bénéfices attendus).

Dans la plupart des cas, la solution de base consiste à regrouper les demandes, de façon à atteindre une "masse critique" suffisante pour acquérir une plus grande visibilité, intéresser les chercheurs et obtenir des coûts unitaires qui soient supportables.

Le problème se pose particulièrement en milieu rural car, au-delà de la distance physique, les ressources devant faire l'objet d'une recherche sont souvent inexploitées, abandonnées ou menacées de disparition par manque de rentabilité immédiate. La création de masses critiques rend alors possible l'accès aux structures capables d'isoler les connaissances indispensables à l'élaboration de solutions alternatives viables.

[7] La plupart des exemples présentés dans cette partie sont tirés des sept études de cas réalisées à l'occasion du séminaire de Franeke (Pays-Bas).

La valorisation de la laine des races ovines autochtones (qui ont une laine trop épaisse pour une utilisation industrielle "normale") préoccupe les groupes LEADER italiens Valle Elvo dans le Piémont et Anglona-Monte Acuto en Sardaigne, ainsi que les groupes espagnols Montana del Teleno et Valladolid Norte dans la région de Castille-et-León. Etant tous confrontés aux coûts des investissements nécessaires à la réalisation d'une recherche expérimentale sur les qualités de cette laine et la mise en marché de produits pouvant en être dérivés (panneaux d'isolation, tapisseries, etc.), les quatre territoires ont joint leurs efforts et se sont répartis les tâches en fonction des facilités d'accès aux structures de recherche dont chacun d'entre eux disposait: ainsi, le GAL Valle Elvo se trouvant dans un district industriel de production textile (Biella) fait le lien avec des organismes de recherche et entreprises spécialisés en la matière, notamment avec le Centre national de recherche "Oreste Rivetti" pour l'analyse qualitative et technologique de la laine (rendements, longueur des fibres, résistance, degré de blancheur, etc.) et l'entreprise "Lanificio Fratelli Piacenza" pour l'élaboration d'une gamme originale de produits dérivés des différentes laines disponibles.

Le besoin de masse critique pour accéder aux structures de recherche n'a pas empêché de préserver les spécificités de chaque territoire: la conception et le design des produits s'inspirent des traditions et de l'environnement propres à chacun d'entre eux.

b) Créer des structures institutionnelles appropriées, des projets spécifiques, des réseaux formalisés

Dans bien des cas, un regroupement des acteurs n'est toutefois pas suffisant pour créer une masse critique capable d'établir et d'assurer le lien avec la recherche. On en vient alors à compléter et renforcer ce regroupement par des instruments complémentaires, tels que les **instruments institutionnels**.

La filière des châtaignes en France est une filière marginale qui n'intéressait pas les organismes de recherche appliquée, ni les politiques nationales de recherche orientées avant tout vers les grandes filières (céréales, viande, lait, etc.) et pour lesquelles ont été créés des "Centres Techniques Interprofessionnels" appuyés par l'Etat. Il était ainsi considéré dans les politiques nationales que pour les petites filières il revenait aux producteurs et à leurs organisations professionnelles de solliciter auprès des chercheurs la mise en place de programmes spéci-

fiques, dotés de financements ad hoc. Dans ce cadre et compte tenu du rôle fondamental de la châtaigne pour le maintien de l'identité des Cévennes (sud du Massif Central), les chambres d'agriculture de cette région se sont regroupées pour créer une structure d'interface avec la recherche, la SIME (Service Interchambres d'Agriculture de Montagne Elevage), dont le fonctionnement est rendu possible par le regroupement des producteurs au sein d'une association professionnelle spécifique.

Dans d'autres cas, la constitution d'une masse critique suffisante pour créer le lien avec les chercheurs passe par la mise en place d'un **projet spécifique**.

Dans le territoire LEADER Noord West Friesland (Frise, Pays-Bas), la bonne santé des PME est fondamentale pour maintenir vivantes des zones rurales confrontées à la forte réduction des actifs agricoles. Ce qui passe par une bonne capacité d'innovation. Or, la recherche & développement pour les entreprises est avant tout orientée vers les grandes entreprises, et les PME en milieu rural ne sont pas suffisamment importantes et sont trop isolées pour attirer les chercheurs et aucune politique nationale n'existe pour elles. L'Université de Twente disposait cependant d'un modèle de projet pour stimuler l'innovation dans les PME. Deux GAL se sont alors regroupés et sont parvenus à monter avec l'université un projet commun, "LEANOVA", dans lequel les deux GAL et l'université assurent ensemble l'interface entre les entreprises locales et les chercheurs (scientifiques et consultants spécialisés). Le projet prévoit notamment la sélection par un comité de pilotage des entreprises intéressées, la réalisation d'un audit de chaque entreprise sélectionnée, l'examen d'un projet d'innovation et la mise en contact avec les chercheurs.

Dans d'autres cas également, la constitution d'une masse critique suffisante pour créer le lien avec les chercheurs passe par la création d'un **réseau formel** comme dans l'exemple d'UNI-Mobil cité précédemment.

c) Créer des instruments conceptuels

Une autre manière de donner une visibilité et créer un intérêt pour des ressources abandonnées et dispersées sur un territoire est de s'appuyer sur un concept qui intègre ces ressources autour d'une idée innovante et attrayante tant pour les acteurs locaux que pour les chercheurs.

Dans le Maestrazgo (Aragon, Espagne), le groupe d'action locale a, dès LEADER I, fait de la liaison avec les universités et centres de recherche un axe prioritaire de sa straté-

gie, sachant que tout était à reconstituer dans ce territoire marginal désertifié (moins de 4 hab./km²) qui dispose pourtant de ressources naturelles et patrimoniales considérables. Un moyen d'intéresser les chercheurs des universités les plus proches (Saragosse et Valence) a été de créer sur le territoire un "Parc culturel" constitué de tout un ensemble de ressources naturelles, géologiques, paléontologiques, archéologiques, historiques, etc. et de demander aux chercheurs universitaires de participer à un inventaire systématique des ressources existantes et d'assurer leur mise en valeur dans le cadre du Parc. Cette initiative a non seulement permis de favoriser un rapprochement avec les chercheurs, mais également de faire évoluer les pratiques de recherche vers davantage de communication et de liens avec les acteurs locaux, tout en induisant des collaborations entre des départements universitaires qui jusqu'alors ne travaillaient pas ou très peu ensemble.

Fort de cette expérience positive, le groupe LEADER a ensuite lancé le concept de "Parc Fluvial" autour d'un bassin versant, mobilisant d'autres chercheurs spécialisés dans les ressources hydriques et énergétiques, débouchant sur le lancement de nouvelles activités. Ces diverses collaborations ont pu être systématisées par la suite dans le cadre d'un accord formel entre l'université de Saragosse et le GAL.

Le recours à un concept rejoint l'idée de "thème fédérateur". Le plus souvent, on pense au thème fédérateur comme moyen de regrouper les acteurs et créer un intérêt collectif sur le territoire. L'exemple du Maestrazgo montre que le thème fédérateur peut être aussi un moyen d'attirer les chercheurs, de créer un lien permanent avec eux et de faire évoluer leurs pratiques vers des pratiques plus proches des besoins des acteurs locaux.

3.4.2 Comblent les écarts en termes de pratiques

Dans certains cas, le problème de la distance (prise dans son sens large) ne se pose pas car les chercheurs sont déjà sur place ou suffisamment motivés pour être en contact direct avec les acteurs du développement. Cependant, les différences de pratiques peuvent être un obstacle à l'émergence d'intérêts communs et donc nuire à une collaboration potentiellement intéressante pour le territoire. Le problème de la relation entre chercheurs et acteurs du développement se pose donc de manière différente et fait appel à des solutions et instruments de nature à modifier les méthodes d'intervention et les pratiques quotidiennes.

a) Créer des espaces de communication et de transfert de connaissances

Proposer aux chercheurs de participer à une activité différente de leur propre activité de recherche, mais complémentaire et enrichissante, peut être le moyen d'établir le lien avec eux et de faire évoluer leurs pratiques dans le sens d'un rapprochement et d'un partage des préoccupations des acteurs du développement.

La communication des résultats de la recherche et le transfert de connaissances s'insèrent parfaitement dans cet objectif. Ils conduisent les chercheurs à se positionner non plus par rapport à la production de connaissances scientifiques ayant une valeur en soi, mais par rapport à la transmission de ces connaissances, à la fois pour les acteurs locaux et pour les visiteurs extérieurs.

On ne peut toutefois se contenter de proposer une telle activité aux chercheurs. Encore faut-il négocier avec eux un cadre de projet qui les intéresse et débloquent des moyens spécifiques à cet effet.

Le territoire LEADER de la Haute Vallée de la Loire et du Mézenc (France) dispose d'un patrimoine archéologique exceptionnel, ce qui explique qu'une recherche dans ce domaine s'y déroule depuis 1973, dans le cadre de la politique nationale de recherche (voir exemple donné au chapitre 1). Or, pendant près de 25 ans, chercheurs et acteurs de développement cohabitaient sur le même territoire tout en s'ignorant. Dans les années 90 toutefois, les politiques nationales ont évolué, la question de la diffusion grand public des résultats de la recherche a pris de plus en plus d'importance et les chercheurs-archéologues ont ressenti la nécessité de vulgariser leurs résultats de recherche. Ils ont alors créé une association avec les acteurs locaux à cet effet, mais qui n'avait finalement pour objectif que de servir leur propre recherche (contacts, possibilités de financement, etc.). C'est avec le programme LEADER que les choses ont changé: l'association est devenue membre du partenariat LEADER et des discussions se sont engagées avec les différents acteurs privés et publics du territoire pour concevoir, en commun, des alternatives de développement dans ce territoire agricole en crise. Ces réflexions ont abouti à la création, en milieu rural, d'un centre intégrant les activités de recherche, de conservation du patrimoine, de transfert des connaissances aux populations locales et aux touristes, ainsi que des manifestations scientifiques.

b) Intervenir sur les méthodes de recherche

Dans certains cas, les chercheurs sont eux-mêmes fortement demandeurs de relations directes avec les acteurs du développement, mais proposent des méthodes qui ne peuvent apporter une plus-value intéressante pour ces derniers. Il faut alors pouvoir faire porter la négociation sur les méthodes de recherche elles-mêmes, afin de concevoir et mettre en œuvre des approches qui soient intéressantes tant pour les chercheurs que pour les acteurs du développement.

La question se pose notamment dans ces termes lorsque la recherche porte sur le développement rural, voire sur les pratiques du GAL lui-même.

En Ecosse (Royaume-Uni), plusieurs chercheurs liés à l'Université d'Aberdeen et spécialisés dans le développement rural étaient demandeurs de contacts avec les GAL et appuyaient déjà plusieurs GAL de la région dans le cadre de LEADER I. Au moment du lancement de LEADER II, le groupe LEADER Inverness & Nairn a pris contact avec ces chercheurs, dans le but d'obtenir un appui de la recherche pour le développement communautaire, en termes de diagnostic et de suivi-évaluation. La méthode de recherche a alors été discutée par les deux parties (chercheurs et GAL), afin qu'elle puisse être intéressante pour les deux partenaires. Ainsi, une enquête de base a été effectuée, conduisant à l'installation d'agents locaux dans chaque communauté. La préparation et le traitement de l'enquête ont été assurés par les chercheurs de l'université. Le contact a été constamment maintenu avec ceux-ci pour progressivement affiner les stratégies de développement rural. L'enquête proprement dite a été réalisée par les agents locaux, secondés par une équipe de consultants externes, leur permettant d'être ainsi directement impliqués dans la démarche et dans la réflexion stratégique qu'elle a provoquée.

c) Intégrer les chercheurs dans une équipe pluridisciplinaire

Force est de reconnaître que la spécialisation des chercheurs est indispensable de nos jours du fait de l'état des connaissances dans tous les domaines. La réponse à une approche globale des problèmes est la réunion des compétences différentes dans une approche pluridisciplinaire, aujourd'hui largement promue dans les politiques de recherche tant nationales que communautaire (voir encadré ci-après). C'est la même approche qui devrait être retenue lorsque la résolution des problèmes d'un territoire rural nécessite une intervention globale par la recherche.

L'intégration des chercheurs dans une équipe pluridisciplinaire, composée de techniciens de terrain, d'autorités locales et d'acteurs concernés par la recherche peut s'avérer un outil important pour aplanir les "malentendus culturels" et bien cerner l'objet de recherche de la part des chercheurs. Ceux-ci peuvent à leur tour fournir un nouvel éclairage sur les problématiques existantes et aider à préciser l'objet de la recherche.

Le groupe LEADER Valle Imagna (Lombardie, Italie) travaille à la création d'une "Antenne européenne de l'Art Roman". L'activité, organisée en partenariat avec d'autres groupes (Canal de Castilla et Mancomunidad Cabo Penas, en Espagne, Anglona-Monte Acuto en Sardaigne, Terres Romanes et Lot-et-Garonne en France), vise à animer les territoires partenaires et à renforcer leur identité à travers la promotion de leur patrimoine historique et architectural roman.

Le projet inclut la réalisation de multiples activités combinant recherche et transfert, recherche-animation, recherche-crédation de nouvelles fonctions, recherche-développement de nouvelles compétences, transfert-élaboration de propositions innovantes, recherche-débat et échanges culturels, etc. Chaque activité de recherche ou de transfert a ainsi un objectif spécifique, qui s'intègre dans la stratégie territoriale. Combinant actions locales, actions transnationales et diffusion pédagogique des résultats, le projet prévoit notamment:

- a) la construction d'un produit culturel "clé en main" – une exposition itinérante sur l'art roman dans les territoires partenaires, mettant en évidence les éléments de "continuité culturelle" qui forment les racines des diverses identités locales;*
- b) la rencontre des "diffuseurs", consistant en un séminaire annuel d'échange sur l'importance des racines culturelles dans la mise en valeur de l'identité locale comme catalyseur de nouvelles dynamiques économiques;*
- c) l'installation, sur certains sites, de services d'information et d'interprétation facilitant la visite des monuments.*

L'entretien des monuments avec toutes les opportunités économiques que cela implique est aussi à l'ordre du jour.

Tout au long du processus, est conduite une réflexion sur les façons d'instaurer des relations avec les entités de recherche (y compris technologiques) et transformer les résultats en instruments de développement. Ainsi, une équipe scientifique a été constituée, composée de chercheurs, de représentants des autorités locales et provinciales, des techniciens du groupe LEADER, d'hôteliers-restaurateurs, etc. et servant continuellement de point d'appui et de référence pour les choix à réaliser.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Extrait du Programme de Recherche

de la Commission européenne

“Qualité de la vie et gestion des ressources du vivant” – Programme de travail (décembre 1999)

5.5 Nouveaux outils et modèles pour le développement intégré et durable des zones rurales et autres espaces pertinents

La RDT (Recherche et développement technologique NDLR) s'intéressera aux zones rurales et aux autres espaces d'intérêt, englobant les zones montagneuses et côtières.

5.5.1. L'analyse des situations, des évolutions et des tendances du monde rural réclame, pour chaque catégorie de zones rurales, des analyses multisectorielles, un recensement des forces, des faiblesses, des possibilités et des menaces, ainsi que la formulation de scénarios et l'analyse des interrelations entre zones urbaines et zones rurales, et une typologie de ces zones, pour l'identification des entités territoriales pertinentes au regard des analyses de développement. Les actions entreprises dans le cadre de projets de développement rural endogènes ou exogènes seront analysées afin d'en tirer des modèles de pratique réelle et d'en étudier les possibilités de transposition dans différentes régions de l'UE. On abordera la question de l'aménagement et la valorisation des sites en relation avec l'importance des écosystèmes, des habitats, du patrimoine culturel et des activités de loisir, et l'on s'intéressera à la situation actuelle et aux perspectives de l'agriculture multifonctionnelle, ainsi qu'aux nouveaux indicateurs et paramètres permettant d'évaluer l'importance relative de l'agriculture et de la sylviculture. On mettra au point des outils et des méthodes permettant d'évaluer la contribution de l'aquaculture et de la pêche au développement des zones côtières et leurs interactions socioéconomiques avec d'autres secteurs concurrents.

5.5.2. La conceptualisation du développement intégré des zones rurales et autres zones d'intérêt passe par une bonne compréhension du potentiel des nouvelles techno-

logies de l'information et de communication en faveur du développement des économies rurales; de l'impact des infrastructures et des services publics; du rôle des aménagements du milieu rural, du patrimoine culturel et naturel; de l'émergence de l'esprit d'entreprise dans les zones rurales; des taux de création et de survie des entreprises, en particulier des micro-entreprises; de la restructuration de l'économie globale et de ses répercussions sur les zones rurales; de la réorganisation des marchés et de ses répercussions sur la production et la commercialisation des produits dans les régions rurales défavorisées. Des options et des stratégies pour une utilisation intégrée des ressources dans différentes régions rurales seront formulées, ainsi que des méthodes pour susciter la participation de la population et des acteurs locaux aux processus de développement rural; il convient également d'imaginer des stratégies et des outils permettant les transferts d'expérience, d'innovation et de savoir.

5.5.3. L'évaluation des politiques et de l'efficacité du développement des zones rurales et littorales implique une amélioration des instruments spécifiques permettant une description, une prévision, un suivi et une évaluation de référence des projets, mesures, programmes et politiques, y compris de ceux qui ont pour objet l'amélioration des structures agricoles; des analyses comparatives de l'efficacité des structures et des procédures institutionnelles afin de définir les niveaux adéquats d'intervention et les modèles de partenariat; une modification des conceptions et des attitudes vis-à-vis du développement rural; l'apport du capital social, de l'identité et de l'image territoriales, de la participation et de l'autorité de la population locale, comme conditions préalables au succès de stratégies de développement rural; des effets de synergie et des méthodes perfectionnées pour mesurer les externalités positives et négatives du développement rural; la mise au point et en pratique d'outils et de méthodes permettant d'évaluer l'influence régionale ou locale des aides structurelles en faveur des secteurs aquacole et de la pêche.

d) Faciliter le transfert des résultats des recherches sur le terrain

L'écart culturel entre chercheurs et acteurs de terrain (les entrepreneurs, par exemple) rend souvent difficile le transfert des résultats de la recherche. Les chercheurs sont, pour leur part, intéressés aux aspects fondamentaux de la recherche (vérification d'hypothèses scientifiques) tandis que les entreprises, par exemple, sont en quête de résultats immédiats. Créer des interfaces entre acteurs de terrain et chercheurs peut être un moyen de combler cet écart.

L'interface peut prendre la forme d'un réseau des acteurs concernés, permettant des échanges substantiels d'information à certains moments clés. Elle peut aussi prendre la forme d'un changement institutionnel, à travers la création au sein des structures existantes d'un espace permanent de référence, avec une équipe, du personnel, un nouveau département, etc. chargés du suivi et du développement des résultats des recherches sur le terrain.

Le groupe LEADER Livradois-Forez (Auvergne, France) s'inspire des recherches entreprises par l'historien Pierre-Roger Gaussin, qui a recensé les sites d'anciennes abbayes casadéennes^[8] en France, Italie, Espagne et Suisse pour concevoir un projet de valorisation de ces abbayes comme témoignage de l'histoire qui les a unies pendant plusieurs siècles. Ainsi, les communes de la Chaise-Dieu (Livradois-Forez), Frassinoro (zone LEADER Antico Frignano, Emilie-Romagne, Italie) et Burgos (Castille-et-León, Espagne) élaborent un projet de coopération dans le cadre de LEADER et de RAPHAEL^[9]. Des recherches historiques communes sont entreprises sur les relations existant entre les différents sites, en vue de la création d'une "Fédération des sites casadéens". Les chercheurs sont accompagnés par les professionnels du développement qui participent à l'élaboration d'un document commun présentant l'histoire des dépendances casadéennes.

Dans le cas de la Chaise-Dieu, les responsables locaux ont décidé de placer la dimension culturelle au centre de la problématique du développement. La commune a recruté une personne chargée de réaliser certaines recherches complémentaires et d'assurer le suivi permanent du projet.

3.4.3 Trouver des solutions alternatives pour le financement

Il existe de multiples solutions alternatives pour faire face au faible niveau général des fonds disponibles pour la recherche au service du développement rural^[10]. En voici quelques exemples qui ont été mis en œuvre dans le cadre de LEADER.

- > Une première solution est de **réduire les coûts** au minimum. Ceci est possible en faisant appel par exemple à des étudiants. C'est ce qui a été systématiquement pratiqué dans le réseau UNI-Mobil présenté précédemment. Dans ce cas, l'examen du travail des étudiants par des entreprises extérieures a été le moyen utilisé pour concilier ce faible coût avec une certaine garantie de qualité.
- > Une deuxième solution peut être de **mobiliser des fonds de recherche** déjà prévus dans le cadre des politiques nationales. Le cas de la Haute-Loire en fournit un bon exemple, une grande partie de la recherche étant financée par le CNRS, dans le cadre d'un programme mis en œuvre depuis 25 ans par cet institut d'Etat.
- > On peut également **faire appel aux producteurs eux-mêmes**, notamment quand il s'agit de recherche appliquée pour les entreprises. C'est le cas du projet néerlandais LEANOVA déjà présenté, dans le cadre duquel les entreprises bénéficiaires couvrent 40% des coûts de la recherche qui leur est destinée.
- > Une solution également très utilisée est de **recourir au budget des collectivités locales** (communes, provinces, régions, etc.). Cette solution est possible à long terme, quand l'intérêt de la recherche pour le développement local est clairement démontré et a été reconnu par les autorités publiques.
- > Enfin, dans certains cas, il peut être aussi possible de mobiliser certains **fonds spécifiques**. Dans le Maestrazgo (Aragon, Espagne), par exemple, les éléments les plus chers de la recherche réalisée ont pu être supportés par un fonds national spécialement créé pour la reconversion des zones minières.

Compte tenu des difficultés de financement de la recherche, il convient souvent de combiner plusieurs financements en jouant sur les cofinancements et les effets leviers entre financements possibles.

[8] Liées à la Chaise-Dieu, abbaye bénéficiant au Moyen-Age de certains pouvoirs et privilèges pontificaux.

[9] Programme européen d'appui à la mise en valeur du patrimoine culturel.

[10] Sur les alternatives de financement, voir le dossier "Le financement local dans les territoires ruraux", Observatoire européen LEADER, 2000.

Trouver des formes alternatives de financement permet aussi d'offrir aux chercheurs des ressources complémentaires pour adapter leur travail aux besoins locaux. En effet, les chercheurs sont souvent en quête de fonds pour achever ou améliorer la qualité des résultats de leur travail. Une offre de moyens financiers qui puissent compléter ceux dont ils disposent déjà peut permettre de négocier une adaptation des résultats aux réalités locales.

3.5 Éléments pour une stratégie globale de liaison avec la recherche

L'examen de quelques solutions et instruments possibles pour assurer une liaison entre offre et demande de recherche pour les zones rurales met en évidence une grande variété de voies possibles. Reste à savoir comment elles peuvent s'articuler autour d'une stratégie d'ensemble. Voici quelques pistes pouvant aider les groupes locaux dans leur réflexion à ce sujet.

a) Articuler plusieurs solutions et instruments

Chaque situation particulière nécessite la conception et la mise en œuvre d'une solution spécifique s'appuyant sur un ou plusieurs instruments. Si la question se pose en termes de distance, visibilité ou coûts, on cherchera à établir une masse critique suffisante et à trouver les instruments adéquats à cet effet. Mais cela ne veut pas dire pour autant que le problème ne se pose pas également en termes d'écarts dans les pratiques et il faudra d'ores et déjà penser à des solutions qui puissent faire évoluer les pratiques des chercheurs. À cet égard, les solutions financières sont plutôt à considérer comme des leviers pour obtenir les changements que l'on souhaite.

b) Repérer et mobiliser les ressources humaines adéquates

Quelles que soient les solutions choisies, leur succès dépend en grande partie des ressources humaines sur lesquelles elles s'appuient. Les personnes qui connaissent à la fois le monde de la recherche et du développement rural sont en général des ressources clés et un gage de réussite pour créer des liaisons entre les deux mondes.

Dans l'exemple du groupe LEADER Invernass & Nairn (Ecosse, Royaume-Uni) présenté précédemment, le fait que le coordinateur recruté pour le projet soit lui-même un ancien chercheur en développement communautaire consolide le partenariat avec l'université. On retrouve

souvent un cas similaire dans les expériences réussies de liaison entre recherche et développement.

Pour sortir de leur isolement ou pour mieux comprendre les besoins d'un territoire en termes de connaissances, les chercheurs eux-mêmes ont besoin d'interlocuteurs sur le terrain qui, tout en étant des porteurs d'idées et de questionnements, parlent le même langage qu'eux ou, du moins, sont capables de le comprendre et de faire l'interface avec les acteurs locaux.

Les liens personnels qu'un chercheur peut avoir avec un territoire sont aussi un élément facilitateur. Souvent, ce sont les chercheurs originaires du territoire concerné qui sont à l'origine des premières initiatives ou qui se montrent le plus ouverts pour engager une collaboration. Le groupe d'action locale a donc tout intérêt à identifier ces chercheurs au départ, comme l'ont fait les groupes LEADER du Maestrazgo ou du Burgenland.

c) Prendre en compte les effets d'entraînement et se donner des objectifs dans ce sens

Quelle que soit la solution choisie, celle-ci a toujours un certain effet d'entraînement. Par exemple, le lancement d'une collaboration entre chercheurs et acteurs du développement a souvent pour effet de faire évoluer les motivations, les intérêts et les pratiques tant du côté des chercheurs que des acteurs locaux, et donc de supprimer des obstacles qui pouvaient parfois paraître insurmontables au départ. Des liens personnels se créent également, qui facilitent la pérennisation des collaborations mises en place. Tout se passe donc comme si les liaisons entre les mondes de la recherche et du développement se renforçaient d'elles-mêmes par leur propre mise en pratique. Ainsi, les techniciens du terrain eux-mêmes, avec l'appui des populations, peuvent intégrer certaines démarches de recherche dans leurs activités, en appui des ressources venant de l'extérieur. Avoir conscience de ces effets d'entraînement, les prendre en considération dans les évaluations permet de mieux asseoir une stratégie dans le long terme, de trouver des solutions complémentaires pour renforcer ces effets et les systématiser, et de se donner des objectifs plus ambitieux.

Ainsi, dans le Maestrazgo (Aragon, Espagne), le groupe LEADER se fixe pour objectif complémentaire dans sa collaboration avec l'université d'attirer des "cerveaux" sur son territoire. Toutes les actions sont alors systématiquement évaluées dans ce sens, en tirant les enseigne-

ments des échecs et des réussites sur ce point précis. Cet objectif, fondamental pour le GAL, s'inscrit dans une stratégie de revitalisation du territoire visant son repeuplement par des porteurs d'innovations et de création de nouvelles activités. Dans beaucoup de projets de liaison avec les universités et les centres de recherche, on retrouve de fait un effet de fixation des anciens étudiants stagiaires ou de chercheurs, soit qu'ils soient originaires de la région et y reviennent soit qu'ils y soient attachés et s'y installent.

d) S'appuyer sur le partenariat local

Le partenariat local peut être un élément clé de renforcement des liens entre chercheurs et acteurs du développement dans un territoire rural. C'est en effet un espace de confrontation particulièrement intéressant des réflexions, des idées et des modes de pensée pour définir des objectifs et une stratégie commune sur un territoire.

La participation au partenariat local de chercheurs ou institutions de recherche proches du territoire peut ainsi créer des motivations et faciliter le dialogue. Les chercheurs sont souvent demandeurs de ce type de relations et apportent généralement un plus dans la qualité des réflexions stratégiques du groupe d'action locale.

Dans la zone LEADER Vinschgau/Val Venosta (Trentin-Haut-Adige, Italie), le partenariat local compte la participation d'un enseignant-chercheur de l'Université d'Innsbruck. Celui-ci joue un rôle d'appui dans les réflexions stratégiques du groupe et constitue un élément d'évaluation extérieur critique qui permet au GAL d'évoluer positivement dans ses stratégies territoriales.

La participation des chercheurs ou universitaires au partenariat local peut par ailleurs déboucher sur des projets de collaboration concrets comme on le voit dans l'exemple du groupe LEADER de la Haute Vallée de la Loire et du Mézenc (France) déjà présenté. Etant une des spécificités de LEADER, le partenariat local est ainsi souvent la voie par laquelle l'Initiative communautaire de développement rural apporte une valeur ajoutée et ouvre des perspectives de participation des chercheurs au développement local qui étaient impensables auparavant.

e) Fonctionner en réseau

Le fonctionnement en réseau entre territoires ruraux est une autre spécificité par laquelle LEADER peut apporter une plus-value décisive dans la création de liaisons entre le monde de la recherche et celui du développement. De nombreux exemples dans ce chapitre illustrent ce propos, notamment quand il s'agit d'obtenir une masse critique suffisante pour pouvoir faire le lien avec les universités et la recherche.

Le fonctionnement en réseau permet également d'imiter les bonnes pratiques. Il n'est pas toujours indispensable de créer un projet de recherche ad hoc pour un territoire: des "bonnes pratiques" peuvent être transférées avec réduction des coûts et augmentation des chances de réussite. Par exemple, aux Pays-Bas, le projet LEANOVA d'innovation dans les petites entreprises a été conçu et appliqué dans deux zones LEADER, à partir de l'expérience réalisée par l'Université de Drenthe dans ce territoire dans le cadre d'un projet appelé "INNOVA".

Chapitre 4

Rôle possible, rôle réel et valeur ajoutée de LEADER dans les processus d'apprentissage

Rôle possible, rôle réel et valeur ajoutée de LEADER dans les processus d'apprentissage

En intervenant au niveau local, à proximité des acteurs et de leurs activités, et en visant avant tout la création de liens entre eux, LEADER est un outil clé pour la constitution et le renouvellement d'une société locale apprenante. L'expérience de LEADER I et LEADER II le confirme pleinement. Cependant des limites apparaissent dans la capacité locale à prendre en compte tous les éléments intervenant dans les processus d'apprentissage et à mettre en valeur tous les atouts disponibles. L'élargissement du partenariat local et la mise en réseau constituent des moyens essentiels pour dépasser les limites rencontrées.

4.1 LEADER et la recherche

Le chapitre précédent a permis de dégager les principaux obstacles et des solutions/instruments possibles pour assurer une liaison entre les besoins de connaissances pour le développement rural et l'offre de recherche. Le rôle de LEADER à ce niveau a été mis en évidence, à partir d'exemples concrets. Les principales conclusions que l'on peut en tirer sont les suivantes:

- > LEADER intervient avant tout sur la création de liens: liens des chercheurs avec les territoires ruraux, les conduisant à s'intéresser aux territoires ruraux, à redécouvrir/valoriser des anciennes attaches, voire à s'y installer; liens entre chercheurs et acteurs locaux (entrepreneurs, agriculteurs, etc.); liens entre les acteurs locaux et les ressources de leur territoire (nouvelle connaissance de ces ressources); liens entre sources de financement, etc.
- > L'intervention de LEADER touche également d'autres champs, notamment l'évolution des méthodes et des pratiques.
- > En privilégiant les liens, LEADER touche probablement le fond du problème de la liaison entre les besoins et l'offre de recherche, et donc a un effet levier considérable. Ainsi, les groupes LEADER qui ont fait de la liaison avec les centres de recherche et les universités un axe stratégique récoltent aujourd'hui

les fruits de leurs efforts, ayant créé les conditions d'une participation active et enrichissante de ces institutions aux processus d'apprentissage au niveau local, processus qui s'auto-entretiennent dans le temps. Les effets en termes de valorisation des ressources locales et d'amélioration de la qualité des interventions sont considérables.

- > Les exemples présentés dans ce dossier ne sont toutefois pas représentatifs de l'intervention de l'ensemble des groupes LEADER dans ce champ d'intervention spécifique. En fait, sans pouvoir tirer un bilan précis au niveau européen, il apparaît assez clairement que seule une minorité des groupes LEADER a cherché et réussi à établir une bonne relation avec les organismes de recherche et les universités.
- > L'écart entre la pertinence de ce champ d'intervention de LEADER et la pratique réelle des groupes LEADER en termes quantitatifs (nombre de groupes concernés) est à mettre en rapport avec les obstacles existant entre le monde de la recherche et celui du développement rural (l'éloignement des universités et centres de recherche du milieu rural, entre autres), ainsi qu'avec les différences d'approches, de pratiques, de langages et de méthodes d'intervention.
- > Certaines spécificités de LEADER, notamment le partenariat local et la mise en réseau, sont des atouts pour dépasser cette difficulté. Les exemples présentés montrent ainsi comment le partenariat local est un espace idéal de confrontation des intérêts et pratiques des chercheurs et acteurs locaux. Quant à la mise en réseau, elle permet de dépasser les problèmes de distance et d'obtenir les masses critiques nécessaires.

4.2 Approche proposée pour l'analyse du rôle de LEADER dans les autres phases des cycles d'apprentissage

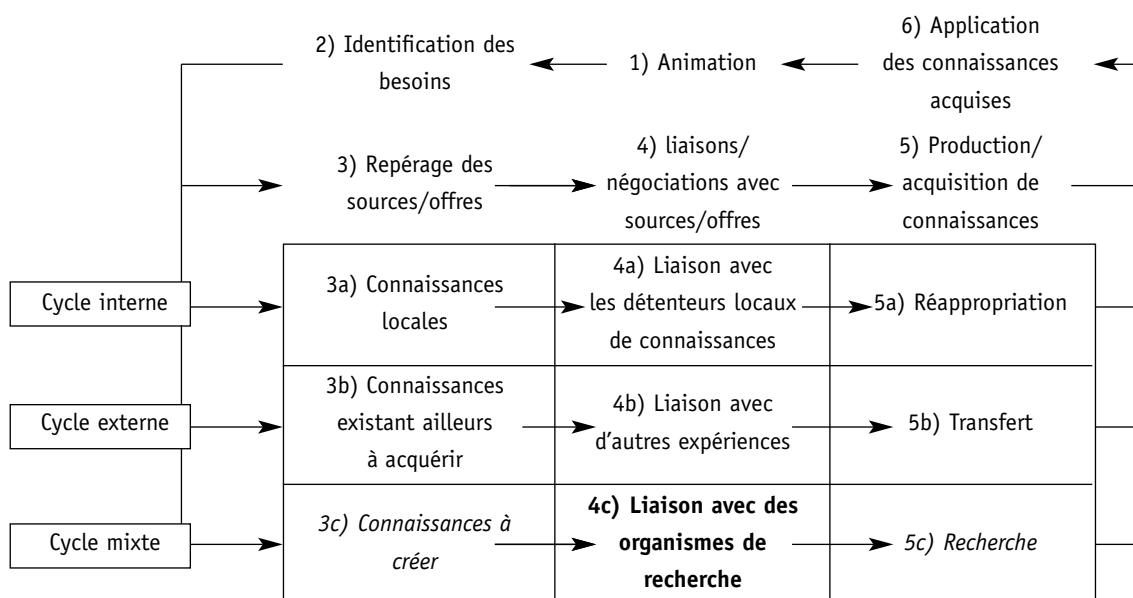
En procédant au décompte des phases correspondant à chacun des 3 types de cycle identifiés, on arrive à un total de 12 phases possibles qui se complètent mutuellement dans les processus d'apprentissage intégré.

Chacune de ces phases constitue un champ particulier qui concerne une problématique spécifique et à partir duquel il est possible d'identifier des points forts, des points faibles et des obstacles à surmonter propres à chaque territoire. Chacune de ces phases constitue donc un champ d'intervention possible et particulier de LEADER qui joue un rôle spécifique dans l'ensemble des processus d'apprentissage.

Il est impossible dans le cadre de ce dossier de faire une analyse approfondie de chacune de ces phases/champs d'intervention. On se contentera donc dans ce chapitre d'aborder l'intervention de LEADER en répondant de façon globale aux questions suivantes:

- 1) Quels sont les besoins d'intervention spécifiques à chaque phase, de façon à ce que celle-ci puisse se dérouler au mieux, permettre la pleine expression des cycles d'apprentissage et favoriser la consolidation d'une société apprenante?
- 2) En quoi LEADER a-t-il et peut-il jouer un rôle par rapport à ces besoins d'intervention?
- 3) Quelle a été l'intervention effective de LEADER sur chaque phase? Quels ont été les lacunes ou "défauts" de LEADER et pourquoi?
- 4) Quels sont les défis futurs et comment les aborder?

LE RÔLE DE LEADER DANS LES DIFFÉRENTES PHASES DU CYCLE D'APPRENTISSAGE



Légende:

- > **Caractères gras:** rôle de LEADER abordé dans le chapitre précédent
- > *Caractères italiques:* rôle de LEADER abordé partiellement dans le chapitre précédent
- > Caractères normaux: rôle de LEADER à aborder dans le présent chapitre

4.2.1 L'animation

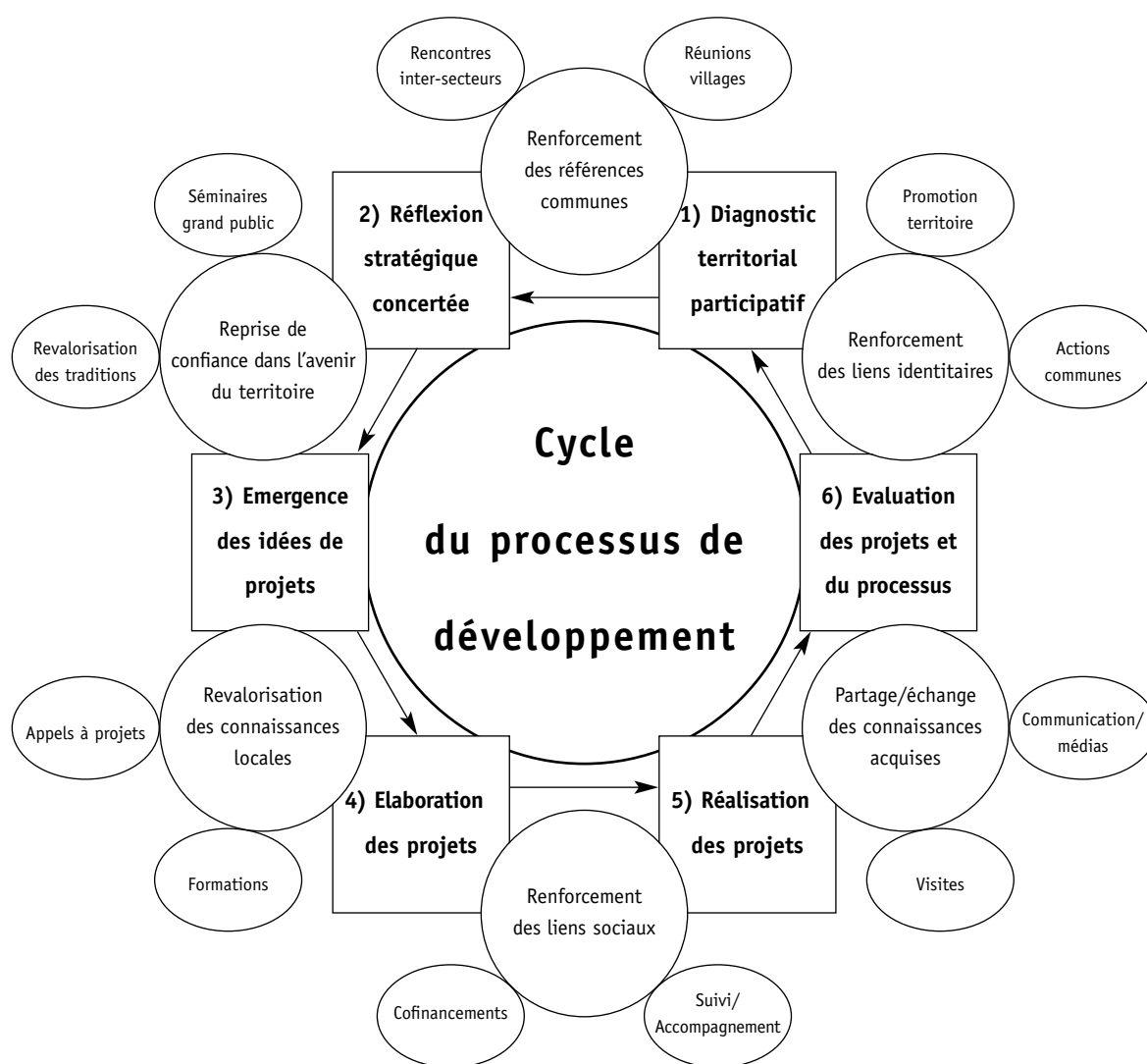
a) Besoins d'interventions spécifiques

L'animation est le point de départ des cycles d'apprentissage. Elle est tout ce qui facilite les processus de réflexion et d'action en amont de l'identification des besoins de connaissances. Cela concerne l'analyse de la situation locale, la réflexion stratégique, la conception et la mise en œuvre de projets et leur évaluation.

On peut ainsi considérer un premier cycle du processus de développement pour lequel plusieurs types d'intervention sont nécessaires afin d'en maximiser les effets en termes de développement local. Voici un schéma synthétisant les différentes phases d'un tel cycle, ce que peuvent être les tâches/objectifs en termes d'animation entre chaque phase et quelques exemples d'outils d'animation pour chacune d'elles.

L'ANIMATION DU CYCLE D'APPRENTISSAGE:

INTERVENTIONS POSSIBLES POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN TERRITOIRE RURAL



Légende:

- > **carrés:** principales phases d'un processus de développement
- > **cercles:** exemples de tâches/objectifs de l'animation entre chaque phase
- > **ovales:** exemples d'outils d'animation possibles pour atteindre ces objectifs

b) Rôle possible de LEADER

Intervenant à proximité des porteurs de projets, LEADER peut jouer un rôle essentiel dans les différentes phases du cycle d'animation des projets. L'approche territoriale, ascendante, intégrée, le partenariat local, le mode de financement local sont autant d'éléments indispensables à la pleine réalisation des tâches d'animation des processus de développement local.

En ce sens, LEADER est un instrument bien adapté à ces tâches. Voici quelques exemples d'intervention possible à ce niveau.

RÔLE POSSIBLE DE LEADER DANS LA PHASE D'ANIMATION DU CYCLE D'APPRENTISSAGE^[11]

- > Recueillir des idées dans le territoire
- > Créer une vue d'ensemble du territoire
- > Remettre en contact des acteurs qui n'ont pas collaboré dans le passé ou qui ont cessé de collaborer
- > Impulser de nouvelles activités
- > Mettre en œuvre des mécanismes permettant de reconnaître et redécouvrir l'identité locale
- > Orienter les énergies vers des approches collectives
- > Multiplier les synergies internes entre les projets
- > Recréer – renouveler la cohésion et la solidarité par une sensibilisation progressive envers des projets collectifs

c) Intervention effective de LEADER

Compte tenu de sa vocation première d'animation au niveau local, c'est sur ce champ que l'intervention de LEADER a été la plus marquée.

Cette intervention a été particulièrement importante pour initier ou réactiver un cycle de développement dans des territoires en déclin, en phase d'abandon, gagnés par le découragement des acteurs locaux face à la crise de l'agriculture et des activités traditionnelles, le départ des jeunes, etc. Dans ces territoires devenus "faibles" en liens sociaux d'apprentissage, l'essentiel de l'effort a donc été de reconstituer le cycle de développement. Le (ré)apprentissage du partage des connaissances acquises et de la réflexion collective ont été d'autres apports importants de LEADER, notamment dans les zones où les acteurs ne communiquaient plus entre eux, voire étaient en conflit.

d) Défis pour le futur

Malgré la plus-value remarquable qu'a apportée LEADER en termes d'animation des processus de développement, des limites sont apparues dans ce champ d'intervention, notamment:

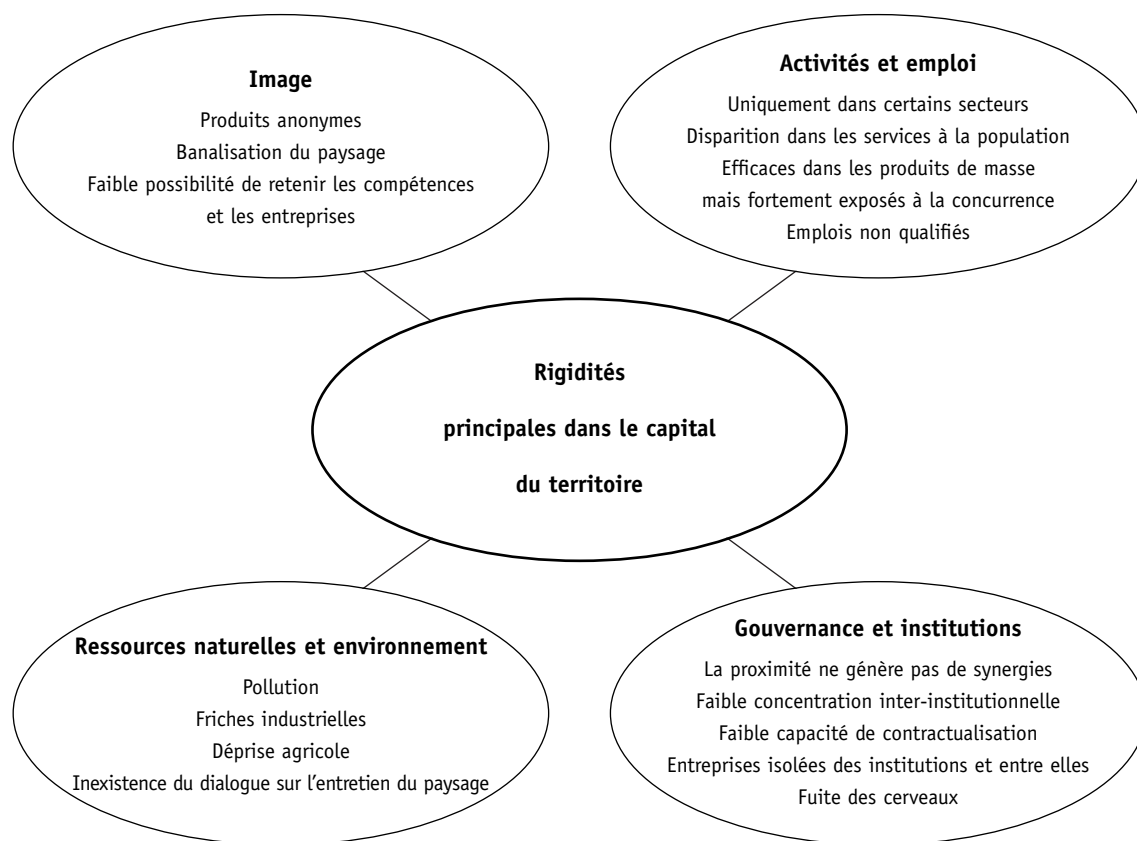
- > limites dans le nombre de porteurs de projet concernés, liées aux limites des financements disponibles;
- > limites dans la compréhension des difficultés du territoire;
- > plus généralement, limites dans la création de processus sociaux visant à faciliter l'acceptation de nouveaux concepts et de nouvelles démarches, au-delà de l'intervention LEADER.

Une manière de systématiser l'animation pourrait être d'analyser non seulement le capital du territoire^[12] et son capital de connaissances, mais aussi ce que l'on pourrait appeler les "manques" ou les "pertes" du territoire. Ainsi, tout territoire rural possède aussi des manques, des rigidités ou des pertes qui entravent la capacité de construire le futur. Ces faiblesses ont parfois un grand pouvoir de conditionnement des cycles d'apprentissage et d'expérimentation puisqu'elles travaillent dans le sens de perte de confiance dans l'avenir du territoire. Elles conditionnent également la recherche de connaissances à l'extérieur ainsi que les capacités internes d'adaptation et d'intégration. Il reste donc encore à **consolider l'animation comme outil de création de processus sociaux ayant l'objectif de faciliter l'identification des manques en termes de ressources et de connaissances locales.**

[11] Les différents rôles présentés dans ce tableau ainsi que dans les suivants ont été identifiés par les groupes LEADER participant au séminaire "Transférer l'innovation", Pieve di Cadore (Vénétie, Italie).

[12] Voir la définition du "capital" du territoire et l'utilisation de ce concept dans les cinq fascicules consacrés à la compétitivité des territoires ruraux: "Construire une stratégie de développement territorial à la lumière de l'expérience LEADER", Observatoire européen LEADER, 2000.

EXEMPLES DE “MANQUES OU PERTES” D’UN TERRITOIRE RURAL POUR CERTAINES DE CES COMPOSANTES



4.3 L'identification des besoins d'acquisition de connaissances

a) Interventions spécifiques

Les besoins d'acquisition de connaissances apparaissent dans les différentes phases du cycle de développement d'un territoire rural :

- > dans les réflexions stratégiques,
- > dans l'émergence d'idées de projet,
- > dans le passage des idées aux projets,
- > dans la mise en œuvre des projets,
- > au moment de l'évaluation.

Mais, bien souvent, les besoins de connaissances n'émergent pas pour diverses raisons :

- > les acteurs locaux n'ont pas conscience des limites de leurs savoir-faire et du besoin d'acquérir d'autres connaissances;
- > ils postulent que les connaissances dont ils auraient besoin sont de toute façon accessibles;
- > ils ont perdu confiance.

Ceci se passe notamment dans les situations de manque de contact avec l'extérieur et d'isolement des acteurs, notamment dans les territoires marginaux ou faibles en

termes de relations sociales. Dans ces territoires, on aura donc tendance à focaliser l'action sur l'initiation de processus de développement, en accordant moins de place à l'identification des besoins de connaissances.

Or c'est précisément dans ces territoires que les besoins de connaissances sont les plus importants. En effet, les territoires ruraux, en pleine mutation, sont confrontés à la question de la "validité" du patrimoine de connaissances contextuelles face aux défis du futur. Souvent, ces connaissances sont devenues (ou sont en train de devenir) obsolètes à cause de la vitesse des changements non maîtrisés (connaissances agricoles dans des zones où l'agriculture ne joue plus un rôle économique essentiel, par exemple). Dans ce contexte, le besoin de construire de nouveaux avantages compétitifs oblige à créer de toutes pièces un nouveau "créneau" ou patrimoine de connaissances.

Par contre, dans des territoires où le bilan des connaissances contextuelles est positif, se pose la question des connaissances à créer ou à s'approprier pour affirmer la valeur du patrimoine acquis. Cette démarche s'inscrit dans le temps et revêt un caractère fortement social

puisqu'il s'agit d'introduire des changements dans des pratiques consolidées et ancrées dans les cultures locales. Ainsi, l'identification des besoins en termes de recherche et transfert implique un apport de connaissances dont le besoin doit être reconnu par les acteurs eux-mêmes. Ces besoins nécessitent d'abord d'être formalisés et de devenir intelligibles aux acteurs eux-mêmes afin de pouvoir déléguer la recherche de solutions. Par ailleurs, des tensions peuvent naître, dues à la différence entre le rythme de l'évolution externe et le rythme de changement des connaissances internes. Dans tous les cas, le processus d'intégration de nouvelles connaissances nécessite une base de confiance, induite par une réussite économique ou sociale. Il implique donc pour les acteurs l'élargissement de leur capacité à faire face à leurs problèmes propres, à construire des communautés durables.

Lorsque les connaissances internes sont en déclin (du fait des changements dans les conditions du marché, de la disparition des populations porteuses de telles connaissances, etc.), la construction d'un nouveau patrimoine de connaissances nécessite une recherche fondamentale sur le patrimoine local, de façon à créer de nouvelles références pour le développement.

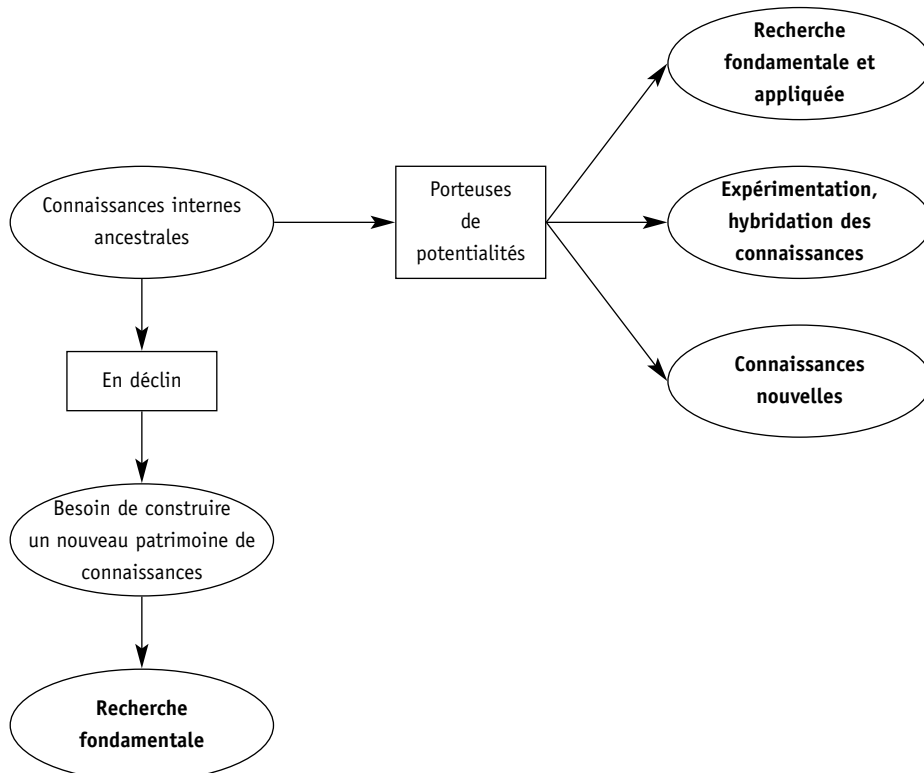
b) Rôle possible de LEADER

Intervenant au niveau local, LEADER joue aussi un rôle essentiel dans l'identification des besoins de connaissances. Voici quelques exemples de ce rôle possible de LEADER.

RÔLE POSSIBLE DE LEADER DANS LA PHASE D'IDENTIFICATION DES BESOINS DE CONNAISSANCES

- > Organiser des visites et des échanges
- > Provoquer l'identification des points faibles et des solutions possibles
- > Identifier des opportunités non encore exploitées
- > Créer des liens entre les initiatives locales
- > Elargir la réflexion avec les acteurs de territoires ayant des problèmes ou des besoins "similaires"
- > Identifier le supplément de valeur ajoutée pouvant être induit par les initiatives déjà existantes

LES BESOINS DE CONNAISSANCES EN FONCTION DE LA SITUATION DES CONNAISSANCES INTERNES ANCESTRALES



c) Intervention effective de LEADER

Pour les raisons invoquées précédemment, les groupes LEADER ont concentré leur énergie beaucoup moins sur l'émergence des besoins de connaissances que sur l'animation du cycle de projet proprement dit. Ceci est dû en grande partie à :

- > l'insuffisance de contacts avec l'extérieur permettant de mettre en évidence les limites des actions internes;
- > la difficulté de mettre en évidence les besoins de connaissances pour assurer la viabilité des projets.

d) Défis pour le futur

Une analyse plus systématique des besoins de connaissances d'un territoire rural implique souvent une confrontation des acteurs locaux à des expériences extérieures. La multiplication et la diversification des échanges d'informations et d'expériences est un élément clé à prendre en compte à l'avenir.

Un travail en interne pour **vaincre la résistance au changement** est souvent également nécessaire. Une manière d'y parvenir est d'inscrire cette démarche dans l'exigence du renouveau des territoires en créant les conditions de prise de risque par les acteurs locaux. Ces processus sont plus facilement maîtrisables collectivement qu'individuellement.

4.4 L'identification/repérage des sources

a) Besoins d'interventions spécifiques

Une fois identifiés les besoins de connaissances, se pose le problème du repérage des sources. Cependant, les deux phases ne se succèdent pas toujours dans ce sens et c'est souvent l'identification des sources qui fait émerger les besoins et implique donc de revenir à l'animation pour le lancement de projet.

Une fois connus les besoins d'acquisition de connaissances pour une action concrète, il est intéressant de procéder à un inventaire de :

- > ce qui existe déjà dans le territoire et que l'on peut récupérer/revaloriser;
- > celles qui existent ailleurs et qui peuvent être transférées;
- > celles qui ne sont pas disponibles et doivent donc être le produit d'un travail de recherche.

Le projet de Musée de la Draperie, au Luxembourg, a ainsi innové surtout "à la marge", à partir d'expériences déjà consolidées. Ici les sources de connaissances étaient en grande partie locales, puis complétées par des sources extérieures pour le transfert et par certaines recherches spécifiques, comme le montre le tableau suivant.

INTRODUCTION DE NOUVELLES CONNAISSANCES DANS UNE ACTION DE CRÉATION D'UN MUSÉE POUR LA MISE EN VALEUR DE TECHNOLOGIES TEXTILES ANCIENNES: LE CAS DU MUSÉE DE LA DRAPERIE (LUXEMBOURG)

Domaine concerné par rapport au capital du territoire	Résultats minimum attendus avec les connaissances disponibles en interne	Résultats en prospective: actions nécessitant de nouvelles connaissances	Nouvelles connaissances et outils à créer par l'animation et la recherche-transfert	Effets induits et nouveaux points de départ
Environnement	Création d'un espace protégé Renouvellement du patrimoine bâti	Développement touristique à la base de l'entretien de l'espace naturel Mise en valeur d'une technologie ancienne	<i>Concept requérant de nouvelles pratiques: animation</i> <i>Contenu de la démarche et opportunités potentielles: recherche</i>	Augmentation du tourisme "vert" et culturel
Activités et emplois	Création d'une "Maison du Parc", point d'appui et d'information d'activités touristiques Création d'emplois locaux			Introduction de la vente directe de produits locaux Introduction de productions respectueuses de l'environnement (les plantes médicinales)
Cohésion sociale		Intégration de chômeurs longue durée Concertation entre communes	<i>Transfert de connaissances: formation</i> <i>Contenu des accords: animation</i>	Création d'un partenariat de gestion

Les besoins d'intervention pour l'identification des sources reposent donc avant tout sur un travail de repérage systématique et de gestion de l'information à ce sujet.

b) Rôle possible et intervention effective de LEADER

**RÔLE POSSIBLE DE LEADER
DANS LA PHASE DE REPÉRAGE
DES SOURCES/OFFRES DE CONNAISSANCES**

- > Se confronter avec des territoires similaires
- > Elargir les horizons par l'information et l'analyse des marchés
- > Elargir les frontières des connaissances et des contacts

Intervenant dans la proximité, LEADER a contribué fortement à l'identification des sources de connaissances au niveau local, permettant d'identifier par exemple des personnes-ressources détenant des savoir-faire locaux en voie de disparition. Un travail considérable a été de fait réalisé par LEADER dans la récupération de ces savoirs (cycle "interne").

Le travail en réseau a permis également aux groupes LEADER de connaître d'autres territoires et expériences de développement rural et donc d'identifier des sources de connaissances extérieures en termes de transfert (cycle "externe").

En revanche, comme cela a déjà été mis en évidence précédemment, les sources de connaissances que les groupes LEADER ont eu généralement plus de difficulté à identifier sont les universités et centres de recherche disponibles pour réaliser des travaux répondant aux besoins locaux.

c) Défis pour le futur

On ne pourra à l'avenir faire un saut qualitatif appréciable dans la capacité de repérage des sources liées aux universités et centres de recherche que par une plus grande implication de ces sources dans les processus locaux. Une façon d'y parvenir est d'associer les chercheurs aux processus de développement territorial ou encourager la constitution de réseaux de chercheurs travaillant sur des problématiques clés du développement rural. Un certain "caractère universel" de la recherche peut ainsi aider à dépasser les clivages territoriaux, les frontières invisibles des différences culturelles. Les chercheurs peuvent aussi plus facilement rendre les connaissances transférables et soutenir la transmission de concepts et des pratiques. Ils sont aussi une source appréciable d'élargissement des contacts.

Dans ce sens, la coopération inter-territoriale et transnationale devrait à l'avenir pouvoir *s'appuyer sur des réseaux de chercheurs-praticiens pour construire des relations à plus long terme entre territoires, universités et centres de recherche pour repérer les sources plus adéquates au développement des connaissances.*

4.5 La liaison/négociation avec les sources de connaissances

a) Besoins d'interventions spécifiques

On a vu dans le chapitre précédent les divers obstacles à la liaison entre acteurs du développement, universités et organismes de recherche, ainsi que les possibilités de surmonter les difficultés existantes. De la même manière, se pose le problème de la liaison/négociation avec les institutions publiques dont les connaissances produites sont aussi fragmentées par spécialisations. Par ailleurs, en termes de négociation avec les structures privées (recherche au niveau industriel), la négociation exige un travail préalable de "masse critique" et d'appui institutionnel, comme l'illustre l'exemple du groupe LEADER Anglo-na-Monte Acuto (Sardaigne) présenté précédemment. Néanmoins, l'obstacle principal est parfois la vision à court terme du besoin à satisfaire. Celle-ci empêche en effet de mieux exploiter les liens existants ou potentiels entre les acteurs du territoire et les sources de compétences. La recherche de solutions immédiates ne permet pas de "conditionner" la demande. Combien d'études coûteuses ont ainsi été mises au tiroir parce qu'elles se sont avérées trop peu pertinentes pour mettre en œuvre des actions adaptées au contexte spécifique, aux moyens disponibles et dans des délais acceptables?

b) Rôle possible et intervention effective de LEADER

RÔLE POSSIBLE DE LEADER DANS LA PHASE DE LIAISON/NÉGOCIATION AVEC LES SOURCES/OFFRES DE CONNAISSANCES

- > Reconnaître les points d'appui pour les mobiliser
- > Attirer la "matière grise" dans le territoire
- > Intensifier les rapports avec les institutions pour favoriser les collaborations
- > Créer de la masse critique autour d'une idée, d'un porteur d'idée
- > Maximiser l'effet réseau

Ici aussi les groupes LEADER ont beaucoup plus travaillé sur le lien avec les sources locales qu'avec les sources extérieures au territoire. Et, dans ce cas, le lien s'est établi en premier lieu avec d'autres territoires LEADER, notamment dans le cadre de la coopération transnationale. Quant aux liens avec la recherche, les groupes LEADER se trouvent à des stades différents dans la capacité de comprendre l'utilité d'engager des négociations et de créer de tels liens. Certains ont même des attitudes négatives envers des concepts comme l'innovation, l'expérimentation, la construction de compétences. Des solutions plus "immédiates" ont parfois été trouvées par la contractualisation avec des consultants déjà connus, mais sans une prospection plus large des possibilités alternatives, plus pertinentes ou moins coûteuses.

d) Défis pour le futur

Face aux difficultés à communiquer avec les chercheurs et autres sources de connaissances, comment apprendre, construire le "langage" permettant de formuler des propositions, identifier les besoins en termes de construction de compétences? Cette démarche réclame une certaine modestie de la part des groupes LEADER pour pouvoir poser des questions concernant leur façon d'intervenir: où en sommes-nous en termes de mise en œuvre d'un modèle de développement rural? Quel est notre apport aux concepts, à la construction de compétences? Par ailleurs, les groupes LEADER ne doivent pas nécessairement se contenter d'être des structures d'interface, d'autant plus qu'il y a parfois dans les territoires d'autres structures qui jouent ce rôle. Les techniciens LEADER ont tout intérêt à être partie prenante du processus de recherche pour comprendre le "langage" des chercheurs et d'autres sources de compétences. La liaison/négociation avec les sources implique donc une certaine *"professionnalisation" du rôle des groupes LEADER.*

4.6 La production/acquisition de connaissances

a) Besoins d'interventions spécifiques

Acquérir les connaissances implique de les intégrer dans des processus d'apprentissage au niveau local. On l'a vu dans les chapitres précédents, l'échange d'expériences entre groupes LEADER peut amener à identifier les éléments qui constituent le "cœur" des processus d'apprentissage collectif dans les territoires ruraux. Par ces mêmes mécanismes, les résultats de la recherche peuvent être mis à disposition d'autres territoires, en évitant les duplications et en travaillant plutôt sur la complémentarité.

Par ailleurs, malgré les efforts réalisés, le manque d'adaptabilité des structures de recherche et de transfert persiste encore; c'est aussi le cas des connaissances fournies en termes de leur application sur le terrain. Les territoires ont besoin de centres d'expérimentation, proches des petits producteurs, capables d'appuyer la mise en valeur et le renouveau des savoir-faire locaux.

b) Rôle possible et intervention effective de LEADER

RÔLE POSSIBLE DE LEADER DANS LA PHASE DE PRODUCTION/ACQUISITION DE CONNAISSANCES

- > Assurer l'élargissement des connaissances par la participation du plus grand nombre possible d'intéressés
- > Exploiter les recherches déjà réalisées
- > Solliciter des transferts d'expériences et non des transferts de "formules toutes faites"
- > Offrir aux chercheurs de différents domaines la possibilité de travailler dans le territoire, tout en assurant une coordination des différents travaux de recherche
- > Défendre le choix des innovations souhaitées par les acteurs locaux

En termes de production/acquisition de connaissances, les interventions de LEADER ont essentiellement porté sur:

- > la formation: formation professionnelle, formation d'agents de développement, etc. Souvent, la formation a été utilisée non seulement comme un outil de transmission de connaissances, mais aussi d'animation et de réflexion, d'identification des besoins et de production de connaissances nouvelles.

Dans le Vinschgau/Val Venosta (Trentin-Haut-Adige, Italie), la formation professionnelle a été utilisée comme outil de recherche-action pour le lancement de projets et la création de groupes professionnalisés autour de ces projets.

- > la production de connaissances au sein même du partenariat local à partir des évaluations internes.

Toutefois, la production et l'acquisition de connaissances dans LEADER sont restées d'une manière générale en deçà des possibilités et des besoins. Par manque d'expérience dans des processus similaires, l'intervention des groupes LEADER a aussi parfois insuffisamment anticipé les difficultés et le rythme de tels processus.

c) Défis pour le futur

Il serait certainement souhaitable à l'avenir que des outils permettant de mieux anticiper les besoins et systématiser les processus de production/acquisition de connaissances soient mis à la disposition des groupes d'action locale. Les divers travaux en cours dans plusieurs pays d'Europe pour la production d'outils d'auto-évaluation vont par exemple dans ce sens.

4.7 L'application des connaissances acquises

a) Besoins d'interventions spécifiques

L'application des connaissances acquises est la phase charnière entre les processus d'apprentissage et leur traduction en termes de changements et de développement. Or l'acquisition de connaissances ne signifie pas toujours qu'elles soient appliquées. Elle peut également se trouver confrontée à de multiples formes de résistance au changement.

Par exemple, l'obstacle principal peut être l'inertie des organisations, entreprises ou systèmes d'acteurs qui trouve ses sources dans la routine (actions ou méthodes acquises depuis longtemps): celle-ci peut en effet perdurer, même si elle n'apporte plus aucun résultat. Le fait qu'elle soit déjà codifiée dans les liens sociaux et dans la culture de l'organisation la rend presque incontournable, même si sa désuétude a été bien comprise par les acteurs concernés, surtout par ceux qui ont des responsabilités. Un changement durable n'est possible qu'à condition qu'un nouveau cadre de sécurité soit créé, permettant aux acteurs concernés de changer les comportements sans mettre en question les valeurs liées à leur identité et à leur rôle dans l'organisation locale.

L'obstacle dans l'application de connaissances peut également se situer dans l'insuffisance des connaissances acquises: l'introduction d'une nouvelle technologie, le renouvellement de méthodes de production, l'augmentation de la participation, etc. ne produisent pas des effets automatiques dans le territoire et des actions parallèles sont parfois nécessaires. L'analyse d'une filière en amont et en aval, la création d'un consensus institutionnel, par exemple, sont autant de mécanismes qui doivent accompagner l'application de nouvelles connaissances. Ainsi, au-delà du résultat immédiat, il importe de prendre en compte l'environnement pouvant assurer un effet multiplicateur des connaissances transférées.

b) Rôle possible et intervention spécifique de LEADER

RÔLE POSSIBLE DE LEADER DANS LA PHASE D'ACQUISITION DES CONNAISSANCES

- > Détruire des "murs invisibles"
- > S'appuyer sur des canaux et moyens institutionnels
- > Se doter de capacités d'information
et de diffusion permettant d'atteindre
le plus grand nombre de bénéficiaires
- > Coordonner des instruments de formation
au niveau territorial

Par sa spécificité et les instruments d'appui financier dont il dispose, LEADER a joué un rôle très important dans l'application de connaissances acquises dans des projets concrets.

D'une manière générale, les difficultés rencontrées dans LEADER se situent plus au niveau de l'adaptabilité des connaissances disponibles et acquises qu'au niveau de leur application proprement dite.

c) Défis pour le futur

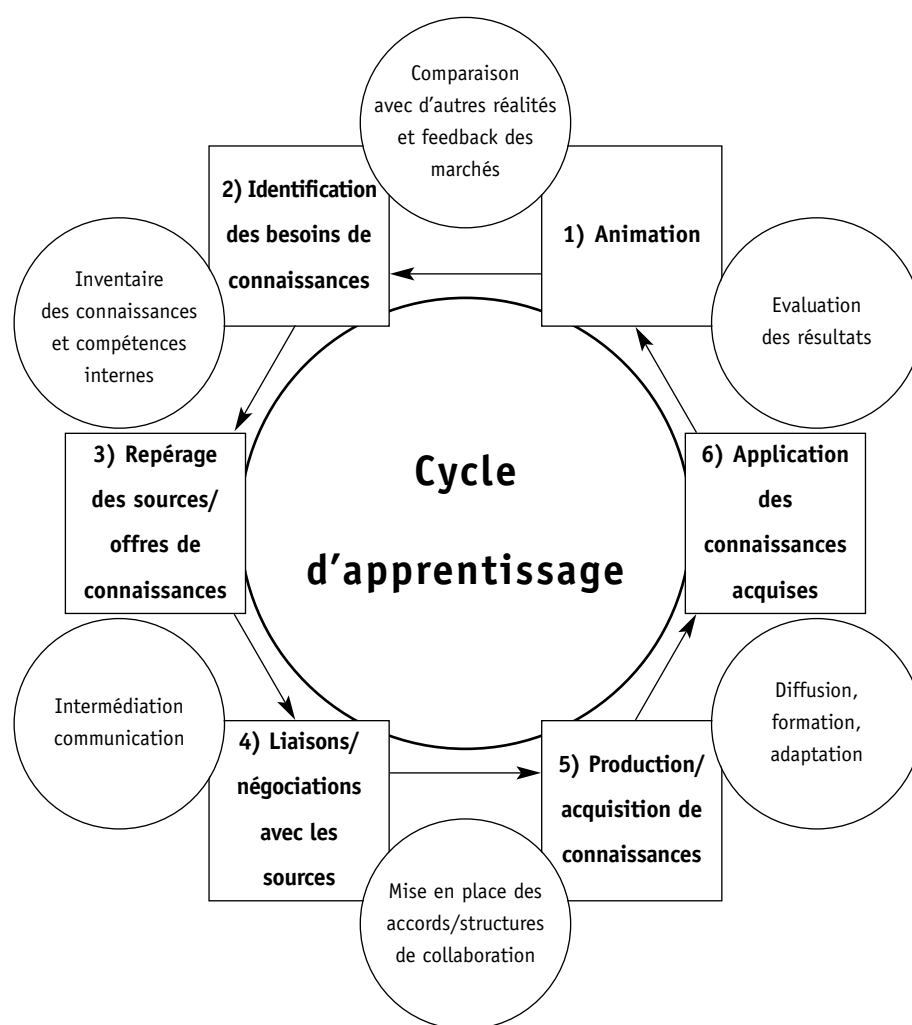
Encore une fois, un des défis majeur pour l'avenir est l'utilisation pédagogique des résultats de la recherche et un meilleur lien entre les activités de production/transmission de connaissances et de leur application proprement dite. Pour ce faire, les conditions doivent être créées pour que les acteurs locaux prennent l'habitude de travailler avec les chercheurs et les chercheurs avec les populations, ce qui suppose aussi des liens plus étroits entre les groupes LEADER et les services liés à l'application et diffusion des connaissances.

4.8 Synthèse

a) Besoins d'intervention spécifiques

Les besoins d'intervention spécifiques pour les différentes phases des processus d'apprentissage peuvent être présentés d'une manière synthétique en mettant en évidence les types d'intervention qui sont nécessaires d'une phase à l'autre. Le passage d'une phase à l'autre suppose la réalisation de certaines tâches, que l'on peut représenter graphiquement comme suit:

TÂCHES À RÉALISER POUR PASSER D'UNE PHASE À L'AUTRE DU CYCLE D'APPRENTISSAGE



Les six phases d'un cycle d'apprentissage sont présentées dans les carrés et les besoins d'intervention spécifiques dans les cercles.

b) Rôle possible de LEADER

Renforcer les liens sociaux comme outils d'apprentissage et d'innovation a été une des fonctions principales des groupes LEADER. Cette fonction comporte un certain degré de difficulté puisqu'il existe toujours un écart entre l'expression du besoin d'acquérir de nouvelles connaissances, l'établissement des contacts pour les obtenir, les mécanismes pour le communiquer et la définition d'objectifs conjoints entre porteurs du besoin et porteurs de réponses potentiels. Ceci concerne tous les domaines de l'apprentissage qui dépendent de la création de liens entre recherche et développement.

Le rôle des groupes LEADER varie néanmoins en fonction du contexte local. Dans le cas des territoires "riches en liens sociaux", le groupe LEADER jouera plutôt un rôle de catalyseur des énergies locales existantes à travers des exercices d'animation, de comparaison, de mise en rapport des noyaux d'acteurs locaux avec des sources de connaissances, de facilitation des mécanismes d'appropriation, etc.

Dans le cas des territoires "pauvres en liens sociaux", les groupes LEADER devront faire appel à des méthodes permettant d'enclencher de nouveaux cycles expérimentaux dans la proximité, avant de chercher des sources pour la production et le transfert de nouvelles connais-

sances. Il s'agira donc d'un rôle d'animation visant à reconstituer la capacité interne d'élaboration d'idées, la remise en confiance des acteurs locaux dans leurs compétences propres, la formulation et la mise en œuvre de petits projets expérimentaux, la recherche d'appuis pertinents, avant de chercher ces connaissances et solutions à l'extérieur. Dans ce cas, la phase de reconstitution de la confiance et de la capacité d'initiative individuelle sera nécessairement longue avant que l'on puisse passer à des propositions demandant des adhésions collectives.

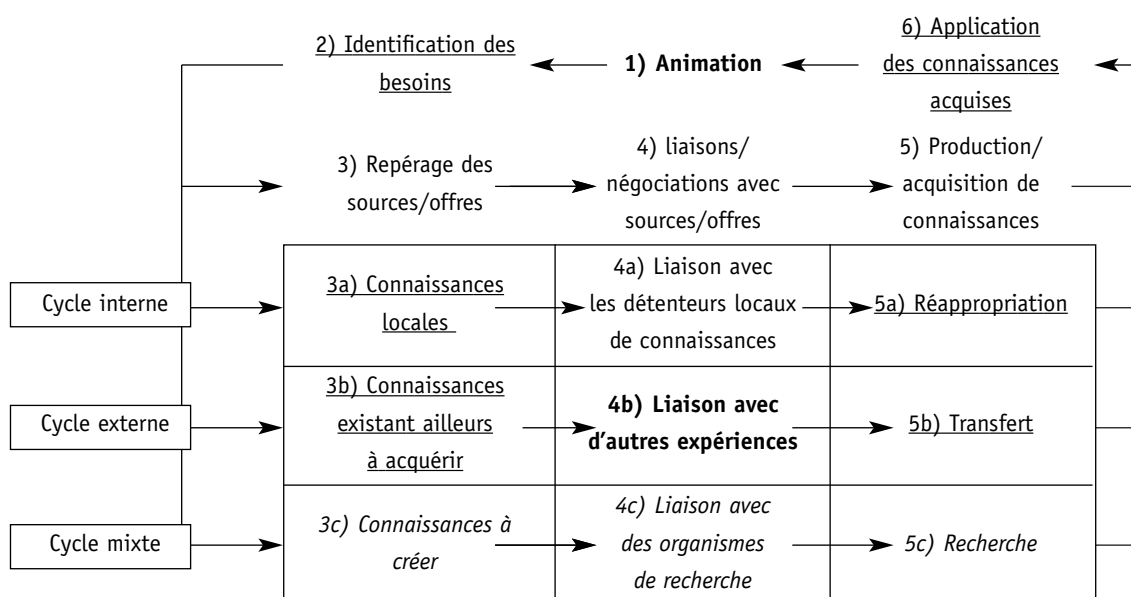
c) Intervention effective de LEADER

L'analyse de l'intervention de LEADER dans les six phases du processus d'apprentissage a mis en évidence des différences importantes:

- > dans certaines phases, notamment l'animation, LEADER est intervenu quasiment systématiquement;
- > dans d'autres, l'intervention est également massive mais ne concerne qu'une minorité de groupes LEADER;
- > dans d'autres, enfin, l'intervention de LEADER est restée plus ponctuelle et n'a concerné que quelques groupes.

Le schéma suivant propose une synthèse de ces différences, en mettant en évidence les forces et les faiblesses ou les manques de l'intervention de LEADER.

NIVEAU DE L'INTERVENTION DE LEADER SUIVANT LES PHASES DES CYCLES D'APPRENTISSAGE



Légende:

- > **Caractères gras**: intervention massive et assez générale de LEADER
- > Caractères soulignés: intervention massive mais minoritaire
- > *Caractères italiques*: intervention ponctuelle

d) Défis pour le futur

D'une manière générale, il apparaît que LEADER a été très présent pour tout ce qui concerne l'animation locale, la récupération des savoir-faire locaux et la liaison avec d'autres expériences.

La difficulté se situe plutôt dans la liaison avec d'autres sources de connaissances qui ne font pas partie de la "famille LEADER" ni même ne sont en rapport direct avec les territoires ruraux et le développement rural, mais qui peuvent cependant répondre de façon pertinente à des besoins de connaissances au niveau local. C'est le cas notamment des centres de recherche et universités qui travaillent dans d'autres domaines complémentaires, mais souvent avec d'autres préoccupations et un autre langage.

Le dépassement de cette difficulté passe en grande partie par l'évolution de deux spécificités essentielles de LEADER, notamment:

- > l'ouverture du partenariat local à d'autres partenaires, notamment les partenaires liés au monde de la production et la diffusion de connaissances;
- > le fonctionnement en réseau, ouvrant la coopération et les liens en réseau à des partenaires qui ne sont pas directement liés au développement rural.

Chapitre 5

Postface

Postface

Ce dossier s'est avant tout attaché à l'analyse des processus d'apprentissage et des voies pour les renforcer, les adapter aux besoins des zones rurales. Il reste que le développement rural n'est pas seulement un processus d'apprentissage au niveau local. Aux niveaux régional, national, européen se pose également le problème de l'apprentissage des "bonnes" méthodes d'appui et des "bonnes" politiques à partir des résultats acquis du terrain. Le programme LEADER, comme laboratoire d'expérimentation de nouvelles voies de développement rural, est aussi un laboratoire d'application/expérimentation de nouvelles politiques aux différents niveaux d'intervention, alimentant à son tour des processus d'apprentissage à ces niveaux. Or là aussi, se pose le problème de la liaison avec la recherche.

Ainsi, trois questions se poseront à l'avenir qui devraient attirer l'attention des chercheurs et des institutions:

- a) Comment mieux préciser le cadre conceptuel qui sous-tend l'offre de recherche pour le développement rural?
- b) Comment passer du "renouveau" local à un cadre politique approprié pour le développement futur des territoires ruraux?
- c) Comment faire face aux besoins spécifiques des territoires ruraux en termes de recherche, pour assurer leur compétitivité future?

5.1 Un cadre conceptuel favorable à la recherche au service du développement rural

Le cadre conceptuel qui sous-tend l'offre de recherche pour le développement rural est peu précis, parfois même contradictoire et souvent fortement dépendant des réalités immédiates au niveau national. A cet égard, plusieurs difficultés peuvent être signalées au niveau:

- > de la prise en compte du milieu rural comme un ensemble,
- > du rôle de l'agriculture dans le monde rural: central ou marginal?
- > du rural comme problématique des territoires marginaux,
- > du rural comme partie intégrante du développement régional ou entité propre?

> **La prise en compte du milieu rural comme un ensemble.** Ce qu'on appelle "rural" dans les sciences est en effet très segmenté: études sur les sols, sur l'environnement, sur la culture etc. Chaque domaine spécifique a son cadre de référence dans des journaux spécialisés. Une forte segmentation des connaissances en découle.

> **Le rôle de l'agriculture dans le monde rural est-il toujours central?** Certaines écoles de pensée soutiennent que la recherche orientée vers le développement rural doit toujours préserver le rôle central de l'agriculture. L'argument principal de cette thèse est que les revenus des agriculteurs sont menacés. Dans ce cadre, la recherche aurait pour mission d'accompagner la transformation de l'agriculture afin de préserver les revenus et créer des alternatives visant à réduire des coûts.^[13] Néanmoins, cette vision s'applique mal aux territoires à faible densité de population, pour lesquels l'agriculture a cessé de jouer un rôle significatif. Même si l'on considère l'hypothèse d'une hétérogénéité dans les modèles d'exploitation agricole, il est désormais impossible pour certains territoires ruraux d'attribuer à l'agriculture un rôle d'axe structurant pour les stratégies de développement. Le défi pour la recherche est donc de "repenser" l'agriculture et de travailler non pas pour perpétuer sa fonction classique, mais pour diversifier les voies de développement rural possibles.

> En liaison avec le point précédent, **le développement "rural" s'applique-t-il uniquement à des zones marginales?**

[13] Présentation du professeur Van der Ploeg (Université de Wageningen, Pays-Bas) lors du séminaire "Recherche et développement rural". Dans un contexte d'agriculture intensive et de très forte densité de population, les scénarios pour le futur du milieu rural néerlandais sont en effet fondés sur l'intégration de l'agriculture, de l'environnement et des loisirs.

Le concept de développement rural a été traditionnellement associé à la recherche de viabilité des territoires éloignés, peu accessibles et souffrant de marginalité sous différentes formes. Ainsi, par exemple, en Autriche^[14], la recherche sur les possibilités de développement de la pluriactivité, de l'offre touristique accompagnée de la préservation des paysages, etc. est née en même temps que les préoccupations politiques sur la viabilité des zones de montagne. Cette vision est-elle valable pour le futur?

Le développement rural, partie intégrante du développement régional ou entité propre? La recherche sur les territoires ruraux a souvent été associée aux approches du développement régional. Ce n'est que dans les années 80 que certaines régions ont mis en œuvre des politiques visant à créer un cadre de référence spécifique pour l'environnement rural^[15]. Quel est l'avenir de cette conception?

La complexité de la définition est l'ébauche d'un nouveau cadre politique: le développement rural "intégré" et "endogène".

On constate au niveau européen que les changements structurels en cours nécessitent de nouveaux instruments conceptuels et politiques, accompagnés de nouveaux modèles permettant de maintenir la compétitivité et assurer la cohésion sociale des territoires ruraux. Les approches classiques n'ont pas diminué les disparités de développement entre territoires, alors que les approches qui mettent l'accent sur le développement endogène et intégré, qui ont fait leur chemin au cours des dix dernières années notamment avec LEADER, commencent à porter des fruits.

Il reste néanmoins à résoudre le "contenu" du concept de développement intégré et endogène: se réfère-t-il à la prise en compte de tous les secteurs (économiques, sociaux, culturels, etc.)? Se réfère-t-il uniquement aux territoires pauvres, dépourvus d'un secteur "entraîneur"? Doit-il faire l'objet de politiques distinctes? Par ailleurs, le concept de développement rural intégré implique la notion de "territoire" sur lequel agir dans une approche d'intégration: quel est ce territoire? Correspond-il aux délimitations administratives? Qui peut assurer la cohérence et l'intégration au sein de ce territoire?

5.2 Passer du "renouveau" local à un cadre politique approprié pour le développement futur des territoires ruraux

La mondialisation ou globalisation entraîne une série de nouveaux défis politiques pour les territoires ruraux:

- > trouver des solutions innovantes pour assurer des leviers au développement rural intégré puisque les modalités traditionnelles et sectorielles d'intervention, comme le soutien aux prix agricoles, sont vulnérables aux attaques lors des négociations internationales;
- > contribuer à la modernisation de l'État par le soutien de processus de participation citoyenne, à travers différentes formes de décentralisation.

Alors que le débat autour de ces questions prend plus d'importance, tout semble toutefois indiquer qu'à l'exception de LEADER+ et de certaines autres politiques nationales circonscrites, les approches intégrées du développement rural vont garder un profil élevé mais ne représenter qu'une petite partie des financements des politiques nationales et communautaires d'ici à 2006.

Face à ce constat, quelles sont les limites qui réduisent les possibilités d'extension des approches intégrées aux politiques générales ("mainstream")? Existe-t-il un problème d'échelle? Quelles sont les typologies de modèles intégrés pouvant être utiles pour les décideurs politiques? La question à l'ordre du jour est donc comment les collectivités territoriales et les acteurs locaux peuvent s'assurer de la prise en compte des principes de développement intégré dans les politiques générales.

Les facteurs de succès et d'échec des approches intégrées méritent donc d'être au centre des activités de recherche, de façon à apporter des éléments à prendre en considération par les décideurs politiques.

[14] The Arkleton Centre, "Final report on the REAPER concerted action", op. cit. pp. 22-23.

[15] idem pp.23-26: c'est notamment le cas de la région Wallonne (Belgique) qui a décidé d'adopter en 1980 une approche du développement rural basée sur quatre éléments: présence des communes, consultation et participation citoyennes, politique intégrée prenant en compte tous les secteurs ayant une incidence sur la qualité de la vie et favorisant la valorisation des ressources locales. En 1991, après avoir testé la nouvelle approche par la mise en œuvre d'opérations pilotes, le gouvernement wallon a émis un décret établissant la Commission Rurale de Wallonie, garante institutionnelle de l'approche locale et intégrée dans les zones rurales.

A la lumière des expériences de développement intégré menées dans le cadre de LEADER, le passage du renouveau local vers des cadres politiques favorables nécessite des recherches et des analyses répondant aux questions suivantes:

1. Les expériences de développement intégré, circonscrites à certains territoires, peuvent-elles survivre à long terme sans que l'approche soit incluse dans les politiques générales? En d'autres mots, comment et dans quelle mesure les résultats des expériences pilotes doivent-ils être introduits dans les politiques générales?
2. Quels sont les processus sociaux à enclencher pour favoriser l'incorporation dans les mesures "mainstream" de l'approche intégrée? Et si l'approche ne s'intègre pas dans les mécanismes des politiques générales, ne risque-t-elle pas de devenir encore plus marginale?
3. Les "territoires" ruraux bénéficiant d'une approche intégrée et endogène peuvent-ils exister indépendamment des liens fonctionnels et de solidarité avec les villes? En d'autres termes, quelle est la dimension, la taille que doivent avoir les territoires pour assurer leur développement?
4. Comment le développement rural peut-il démontrer de façon plus claire l'apport des campagnes à la société tout entière, y compris aux populations qui habitent les villes et métropoles?

La formulation de nouveaux concepts de gestion de l'espace, au niveau européen^[16], pose au "rural" des défis, non plus uniquement en termes de la centralité ou non de l'agriculture, mais en termes de son positionnement face aux villes. Dans ce sens, le concept d'"interdépendances multiples rurales-urbaines" fait son chemin, allant jusqu'à proposer une vision intégrée ville-campagne comme une unité spatiale fonctionnelle^[17]. On distingue ainsi trois types de milieu "rural", qui appellent des approches politiques et de développement différentes:

- > le milieu rural sous influence métropolitaine,
- > le milieu rural ayant son équilibre propre, à dominante urbaine polycentrique (présence ou proximité de villes-centres),
- > le milieu rural structurellement faible.

Pour chacun de ces milieux "ruraux", se pose la question du positionnement économique, du type d'interrelation à engager avec l'extérieur et des conséquences des politiques dominantes. Dans ce cadre analytique, seul le rural à dominante urbaine polycentrique est signalé comme ayant les conditions pour assurer le suc-

cès d'une approche endogène et intégrée de développement. Mais est-ce absolument vrai? C'est une question qui mérite un effort de la part de la recherche. Le développement rural intégré est-il possible dans des territoires dominés par des grandes villes? Et dans les territoires à faible densité? Quel peut être le positionnement du milieu rural dans les politiques pour assurer sa durabilité: entité territoriale spécifique ou entité intégrée dans un ensemble territorial plus vaste déterminé par la structuration urbaine? Le modèle de développement rural intégré peut-il s'appliquer à tous les territoires, indistinctement du type d'influence urbaine?

5.3 Répondre aux besoins spécifiques des territoires ruraux en termes de recherche pour assurer leur compétitivité future

On a largement abordé dans ce dossier les écarts existant entre l'offre de connaissances produites par la recherche sous toutes ses formes et les besoins spécifiques des zones rurales. L'accent a été mis sur les diverses voies et divers outils auxquels peuvent recourir les groupes LEADER pour réduire ces écarts et créer les liens dont ils ont besoin pour assurer la compétitivité de leur territoire dans le long terme. Il n'en reste pas moins que ces outils et méthodes resteront peu efficaces si, en parallèle, un travail n'est pas conduit au niveau plus général des politiques nationales et européennes pour faire évoluer la recherche dans un sens favorable au développement rural.

Plusieurs indicateurs démontrent que les évolutions en cours semblent aller dans ce sens. Préciser le cadre conceptuel du développement rural et passer du "renouveau" local à un cadre politique plus approprié pour le développement futur des territoires ruraux sont les conditions qui permettront de renforcer et de systématiser cette évolution.

[16] SDEC (Schéma de Développement de l'Espace Communautaire), "Vers un développement spatial équilibré et durable du territoire de l'Union Européenne", approuvé au Conseil informel des Ministres responsables de l'Aménagement du territoire à Potsdam, mai 1999, Commission européenne, 1999.

[17] *idem*, page 26.

Leader II est une Initiative communautaire lancée par la Commission européenne et coordonnée par la Direction générale de l'Agriculture (Unité VI-F.II.3).

Le contenu de ce dossier ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

***Leader II** is a Community Initiative launched by the European Commission and coordinated by its Directorate-General for Agriculture (Unit VI-F.II.3).*

The contents of this dossier do not necessarily reflect the views of the European Union Institutions.

Information

Observatoire européen LEADER
LEADER European Observatory
AEIDL
Chaussée St-Pierre 260
B-1040 Bruxelles
Tél +32 2 736 49 60
Fax +32 2 736 04 34
E-mail: leader@aeidl.be



Financé par la Commission européenne
Financed by the European Commission

